

*l'Anti*capitaliste

n°258 | 2 octobre 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

NON



à la guerre, non à «l'union nationale»

Dossier

Où en est le Venezuela?

Pages 6 et 7

ÉDITO

Un «pacte» pour liquider la Sécu
Page 2

PREMIER PLAN

Air France: après deux semaines de grève
Page 3



PHOTOGRAPHE ROUGE / IMILO

ACTU INTERNATIONALE

État espagnol: laboratoire de la transformation sociale
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec des syndicalistes de l'hôpital psychiatrique de Caen
Page 12



édito

Par J.C. DELAVIGNE

Un «pacte» pour liquider la Sécu

La confiance votée il y a deux semaines, Valls et son gouvernement ont désormais les mains libres pour appliquer le Pacte de responsabilité. Premier acte cette semaine : la présentation du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale qui sera débattu fin octobre au Parlement. Pour permettre au patronat d'encaisser le pactole des 30 milliards annuels d'exonération de cotisations sociales promises, ce gouvernement s'en prend encore un peu plus à toutes les branches de la Sécurité sociale.

Après les retraites, «réformées» une nouvelle fois l'année dernière, et le gel des pensions pendant 1 an et demi, la santé va payer en 2015 un lourd tribut à la «baisse du coût du travail», avec 3,2 milliards de diminution de crédits. L'hôpital public en sera la première victime. Accroissement des déficits hospitaliers, baisse des effectifs, fermetures de lits et de services, nouvelles attaques sur les conditions de travail sont inscrits dans ces chiffres. Et comme cela reste insuffisant, ce sont les prestations familiales qui sont à leur tour «rabortées», dont la «prime à la naissance» qui passera de 923 à 308 euros à partir du deuxième enfant. Mais, loin de réduire les déficits, la crise et les politiques d'austérité ne font que les creuser, et la fin du prétendu «déficit» de la Sécu – annoncée pour 2015 – est désormais reportée à 2018 ! Car la Sécurité sociale est d'abord malade de son manque de recettes dû au chômage (moins de cotisants), aux bas salaires, aux exonérations de toutes sortes dont bénéficient les patrons.

Main dans la main, Medef et gouvernement ne cessent de «sauver» la Sécu en la liquidant chaque jour un peu plus, pour la remplacer par un système d'assurances, sur le modèle américain. Avant qu'il ne soit trop tard, il y a urgence à enrayer cette mécanique dont la conséquence serait la fin des droits sociaux et la précarisation généralisée de la société.

Seul un vaste mouvement, dans l'unité, de toutes celles et ceux qui ne supportent plus cette politique peut arrêter la spirale sans fin de l'austérité et de la casse des acquis sociaux. Il est nécessaire dès aujourd'hui de le préparer. C'est dans cet esprit que le NPA appelle à participer à la journée nationale de grève et de manifestation du jeudi 16 octobre, journée à laquelle il faudra très vite donner une suite d'une toute autre ampleur.

BIEN DIT

Bien sûr, certains nous jalourent encore parce qu'on a touché 50 000 euros, Mais c'est quoi, comparé à 33 ans de boîte ? Depuis cinq ans, nous sommes devenus des bouche-trous de l'emploi. J'ai passé Noël et le Premier de l'an à travailler comme gardien de nuit. Et cet été, j'ai eu un contrat d'un mois dans une boucherie.

Un ancien ouvrier de Continental Clairoux, cité par Mediapart, lundi 29 septembre.

À la Une

Non à la guerre, non à «l'union nationale» !

La guerre comme outil de politique intérieure... Après que le président de la République a décidé seul des frappes aériennes en Irak, comme la Constitution l'y autorise, le débat – sans vote – a eu lieu à l'Assemblée nationale mercredi 23 septembre. Celui-ci s'est tenu dans une inquiétante ambiance guerrière.

Droit dans ses bottes, Valls a donné le ton : «le moment est venu de faire corps derrière les armées françaises et de nous rassembler». Après un discours alarmiste et vindicatif, «la menace est à nos portes», c'est sans surprise que l'ensemble des groupes parlementaires, à l'exception des députés du Front de gauche, ont apporté leur soutien à l'offensive militaire de Hollande. Satisfait du Premier ministre : «dans cette épreuve, l'unité est la meilleure réponse, je me réjouis que le Parlement ait pu démontrer son sens de l'intérêt national»...

«Union sacrée» autour du gouvernement

La guerre comme ferment d'une unité nationale pour défendre la forteresse assiégée, la droite, la gauche et l'extrême droite rassemblés derrière le président-chef des armées... Les différents monarques de la 5^e République ont souvent utilisé la guerre pour étouffer les mécontentements concernant leur politique nationale antisociale, en mobilisant contre un ennemi commun.

Pas étonnant que François Hollande, le plus désavoué de tous les présidents, s'engage avec une telle constance dans cette politique guerrière contre les peuples et contre sa population : trois offensives militaires en deux ans ! Alors que le budget qui sera débattu en octobre va acter les économies drastiques dans les dépenses sociales et celles des investissements dans les services publics, le gouvernement justifie à l'avance les rallonges du budget militaire



qui devront être faites pour des durées indéterminées, puisqu'il nous annonce déjà qu'il s'agit «d'une stratégie de long terme».

Profits pour le capital

La guerre, le développement de l'industrie de la mort, ça sert aussi le profit des barons de l'industrie de l'armement et le rééquilibrage de la balance commerciale. Depuis un an déjà, les exportations d'armes ont augmenté de 47 %, ce qui se traduit par une augmentation du chiffre d'affaires de l'armement de 6,9 milliards d'euros. Cette industrie représente à elle seule 24 % du total des exportations françaises. Le Drian, ministre de la Défense, s'est félicité de la «dynamique de ce secteur et de l'état d'esprit d'action en commun des industriels français de la défense pour développer les exportations avec le soutien de l'État». La guerre fait partie du système,

c'est toujours une ressource inestimable pour les profits, dans la logique du capitalisme. Et après les guerres, ce seront les entreprises du BTP qui empocheront les dividendes de la reconstruction de régions entières décimées par leur barbarie.

Climat délétère et offensive contre les libertés

La guerre autorise toutes les limitations à la liberté et au droit. Cazeau, cynique ministre de l'Intérieur, n'hésite pas à affirmer : «nous combattons l'ennemi à l'intérieur et à l'extérieur». C'est là sa justification de la loi antiterroriste votée par toute l'Assemblée nationale, sauf par les députés EÉLV qui se sont abstenus, et qui crée de fait la présomption de culpabilité, puisque ce sont les intentions supposées qui seront maintenant sanctionnées... Elle donne aussi des pouvoirs exorbitants à la police, s'attaquant plus

particulièrement aux jeunes mais aussi aux militantes, cela dans un climat délétère.

Car, amplifié par beaucoup de médias, le discours belliqueux du ministre de l'Intérieur et du gouvernement crée la méfiance envers les communautés musulmanes, méfiance vécue bien évidemment par chacun et chacune de ses membres. Comment ce gouvernement et avec lui une partie de la presse peuvent-ils leur demander de se désolidariser d'actions barbares dont ils n'ont jamais été solidaires ? Les musulmans ne sont pas plus responsables des actes barbares de l'État islamique qu'ils ne devraient se sentir, en tant que citoyens français, collectivement responsables des guerres menées par nos gouvernants en Irak.

Notre solidarité, nos mobilisations !

Nous affirmons notre soutien et notre solidarité avec toutes les victimes de racisme, contre la suspicion et la stigmatisation dont sont victimes à la fois la communauté musulmane, les jeunes issus de l'immigration et les habitants des quartiers populaires. Tout en dénonçant les actes barbares de l'État islamique, nous devons continuer à refuser cette nouvelle aventure impérialiste. Plus que jamais nous devons construire la mobilisation, dans l'unité la plus large, contre la guerre des grandes puissances, véritables pompiers pyromanes, pour que le budget national soit utilisé au service des besoins sociaux, pas pour le profit des marchands d'armes.

Roseline Vachetta

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Faux justiciers, vrais impérialistes

«Le leadership américain est la seule constante dans un monde incertain». «L'Amérique est le leader mondial dans la lutte pour affaiblir et détruire le groupe terroriste connu sous le nom de l'État islamique». Quelques phrases de Barack Obama qui donnent une idée de la vraie préoccupation du pouvoir étatsunien au Moyen-Orient : récupérer son statut ébranlé de puissance impériale.

Le gouvernement des USA a rassemblé dans la coalition contre l'État islamique/Daesh une bonne partie des puissances occidentales pour une guerre qui se veut «sans troupes au sol» : la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, le Royaume-Uni... La plupart de ces États veulent limiter leur intervention militaire à l'Irak,

dont le nouveau gouvernement les a appelés officiellement. En Syrie, les USA peuvent pourtant compter sur la collaboration des avions saoudiens, émiratis et jordaniens. Ainsi, les bombardements aériens se poursuivent en Irak et ont commencé en Syrie depuis la nuit du 22 au 23 septembre, détruisant des installations de l'EI (centres de commandement, installations pétrolières)

en particulier dans la région de Raqqa. Ils s'attaquent aussi au Front Al-Nosra, rattaché à Al-Qaïda et qui, jusqu'à présent, ne se retrouvait pas dans la capture de territoires et le terrorisme de masse de l'EI, mais concentrait son action contre les troupes du régime, commettant des exactions dans ce cadre. Dorénavant, les deux forces tendent à converger.

Légitimation internationale... et doutes

Cette énième opération impérialiste au Moyen-Orient a tenté de se légitimer devant l'assemblée générale de l'ONU, en surfant sur l'horreur légitime que provoquent les crimes de l'EI. Elle s'appuie aussi sur la résolution unanime du Conseil de sécurité du 16 août qui réclamait le désarmement et la dissolution immédiate de l'État Islamique et du Front al-Nosra. Mais il n'était pas encore précisé quelle opération militaire pouvait découler de cette résolution. La Russie par exemple, comme l'Iran, ne se serait pas fait d'opérations en Syrie qui ne seraient pas menées en coopération avec le régime de Bachar al-Assad. D'un autre côté, la Turquie traîne fortement les pieds, ayant protégé les forces djihadistes, ayant acheté le pétrole vendu par l'EI (comme le régime syrien) et surtout renâclant à une montée en puissance de forces kurdes.

Un monde à changer

ACCÈS À L'EMPLOI. Origine immigrée et résidence dans un quartier populaire (zone urbaine sensible – ZUS) se combinent pour augmenter les difficultés face à l'emploi. Une enquête statistique récemment publiée par le ministère du Travail confirme ainsi que les jeunes issus de l'immigration ou vivant dans les ZUS ont des difficultés d'accès à un emploi stable supérieures à la moyenne des jeunes.

Les jeunes âgés de 18 à 29 ans, immigrés ou descendantEs d'immigrés et sortis de formation, sont moins souvent en emploi durable (au moins un an en continu) et connaissent donc plus souvent des alternances de situations d'emploi, de chômage et d'inactivité que les jeunes non issus de l'immigration.

Les difficultés des jeunes immigrés et descendantEs d'immigrés sont accentuées lorsqu'ils résident en ZUS (ces jeunes résident beaucoup plus fréquemment en ZUS que ceux non issus de l'immigration). «Toutes choses égales par ailleurs», notamment à niveau de diplômes et origines

comparables, un jeune en ZUS a une probabilité d'être en emploi plutôt qu'au chômage inférieure de 36% à celle d'un jeune hors ZUS...

14% des jeunes âgés de 18 à 29 ans en 2008 (toutes origines confondues) ont déclaré avoir subi une discrimination liée à l'emploi au cours des cinq dernières années: refus injuste d'un emploi ou d'une promotion, licenciement injuste... 18% des jeunes immigrés et 20% des jeunes descendantEs d'immigrés ont déclaré avoir subi une discrimination liée à l'emploi au cours des cinq dernières années, contre 12% des jeunes non issus de l'immigration. Résider en ZUS augmente aussi le sentiment d'avoir subi une discrimination liée à l'emploi: 18% des jeunes en ZUS contre 14% des jeunes hors ZUS.

Les jeunes issus de l'immigration, immigrés ou descendantEs, qui résident en ZUS, sont donc particulièrement nombreux à déclarer avoir souffert d'une discrimination liée à l'emploi. Qui ça étonne encore?

AIR FRANCE Après deux semaines de grève

Cette grève a été motivée par l'attaque massive que représente le projet Transavia Europe, un milliard d'euros issus du travail des salariéEs d'Air France pour créer une entreprise low cost, avec des contrats de travail portugais ou allemands, des salaires inférieurs et la perspective d'une faillite de la caisse de retraite des pilotes.

Cette lutte a vu la création d'une intersyndicale: tous les syndicats de pilotes – SNPL, SPAF et ALTER –, des hôtesses et stewards, et pour le sol seulement la CGT et Sud Aérien.

Retrait de Transavia Europe

Le gouvernement en difficulté sur cette délocalisation à l'étranger a fait pression pour le retrait de ce projet, obtenu après 9 jours de grève, une première victoire saluée par tous les salariéEs. Mais l'attaque s'est déplacée avec le projet d'un Transavia France, passant de 13 à plus d'une centaine d'avions, low cost «made in France»... Le premier syndicat de pilotes, le SNPL, y était favorable à une condition: que les avions soient des Airbus A320 pilotés par les pilotes Air France. Cela sans s'offusquer que les autres emplois soient sous-traités...

Face au durcissement gouvernemental et aussi à un certain isolement par rapport aux autres salariéEs de la compagnie, le SNPL a donc suspendu le mouvement après 14 jours, mais sans signer d'accord. Les pilotes n'ont pas obtenu plus que le maintien de leur protocole de 2007 (seulement l'ouverture de lignes hors Air France...), mais par



Les avions volent... jusqu'à quand? PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

contre, il y a déblocage du nombre d'avions, limités dans ce protocole à 14: ce seront des Boeing B737, ce qui empêche le projet des pilotes Air France de passer d'une compagnie à l'autre.

Une brèche ouverte

Ceci ouvre une nouvelle période pour les autres salariéEs. Mais il y a plusieurs problèmes: l'attitude de plusieurs syndicats au sol, qui ont hurlé avec le loup De Juniac et le gouvernement contre la grève; la participation de syndicalistes CGC, CFDT et Unsa à la manifestation antigreve au siège, qui a pourtant été un échec avec quelques centaines

de salariéEs sur un total de plus de 40 000 salariéEs en région parisienne (cela avec des cars affrétés d'Orly, des emails de la hiérarchie recommandant de s'y rendre, le tout payé bien entendu...).

La majorité des salariéEs était méfiante envers un conflit perçu comme corporatiste, mais aussi favorable à une défaite de la direction. Cette grève ouvre donc une brèche pour mobiliser les autres catégories de personnels menacées par le projet Transavia: hôtesses et stewards, personnels au sol assurant l'assistance dans les aéroports, et l'entretien des avions. Car, combiné au développement

de la compagnie Hop, elle aussi contrôlée par Air France, Transavia France, c'est le transfert de la totalité court et moyen-courrier à des filiales low cost françaises. La création de 1 000 emplois, se réjouit Valls... mais sur les décombres des 6 000 emplois Air France supprimés et leur baisse continue.

Construire de nouveaux liens

Des luttes sont à venir, avec la possibilité de nouveaux liens entre personnels au sol et navigants. Ainsi jeudi 26 septembre la visite «historique» à l'invitation de Sud Aérien (la CGT s'est décommandée au dernier moment...) de 5 commandants de bord du syndicat Alter dans les ateliers moteurs d'Orly, visite très bien accueillie par les salariéEs.

Air France pleure sur ses 200 millions de perte liée à la grève... à mettre en regard avec son milliard de gains sur les six derniers mois. Cette grève marque un tournant avec l'entrée en lutte contre l'ultralibéralisme d'une catégorie qui, jusqu'à récemment, se voyait cogérer l'entreprise et qui, face aux attaques, se découvre salariéEs en lutte plutôt qu'actionnaires!

Correspondants NPA aérien

Et beaucoup dans le monde doutent à voix haute de l'efficacité d'interventions militaires aussi claironnantes qu'imprécises dans leurs cadrage, et de l'engrenage sans fin dans lequel se recyclent les grandes puissances, défenseurs martiales (et très partiales) des droits de l'homme...

Pour leur part, les Syriens accueillent très froidement les frappes américaines. Ils contestent ouvertement l'efficacité de bombardements contre une force aussi souple que l'EI. D'ailleurs, les témoignages à Raqqa laissent à penser que les bâtiments bombardés avaient été évacués par les djihadistes. En revanche, ils citent des campements de bédouins bombardés sans raison apparente, et surtout ils soulignent que l'offensive de l'EI contre la région kurde de Kobane à la frontière turque se poursuit sans entraves, alors que les combattantEs kurdes du PYD et PKK se battent dans des conditions désespérées sans aucune aide en armement.



Obama, prix Nobel de la guerre... DR

Construire la solidarité avec les mouvements populaires

Pour les révolutionnaires syriens, l'essentiel est de renforcer les forces locales non confessionnelles – et elles restent nombreuses malgré les massacres – qui se battent à la fois

contre le régime criminel et contre l'EI qui l'est tout autant. Ce sont elles qui peuvent empêcher le régime de réoccuper les zones que l'EI fuirait, qui peuvent réinstaller et organiser les populations déplacées, et qui peuvent ramener à elles au moins une

partie des jeunes qui se sont ralliés au djihadisme, non par idéologie mais faute d'obtenir par d'autres organisations des armes contre le régime.

Côté irakien, il est urgent de mettre fin à la corruption et à la confessionnalisation du régime, pour que les populations puissent s'atteler à des objectifs communs de souveraineté, de liberté et de justice sociale. Plus que jamais les dirigeants des grandes puissances qui parlent d'humanité avec des trémolos dans la voix, agissent en fait pour leur propre intérêt à court terme. C'est de la responsabilité du mouvement ouvrier et démocratique que d'exiger, de ceux qui en auraient les moyens, de fournir de l'aide aux mouvements populaires qui luttent pour leur liberté sur le terrain, et de construire des cadres indépendants de tout État, qui organisent la solidarité internationale, de peuple à peuple.

Jacques Babel

Le chiffre 1,1 milliard

C'est, en euros, le surcoût des «opérations extérieures», dénomination anodine derrière laquelle se cachent les guerres de Hollande. Initialement prévu pour 2014 à 450 millions, ce budget va donc plus que tripler cette année! Entre les missiles tirés, le carburant, l'usure des moteurs et tout un tas de postes de dépense nécessaires, il faut compter jusqu'à 25 000 euros de l'heure pour un Rafale en mission...



Agenda

Vendredi 10 octobre, réunion publique du NPA, Poitiers. Autour de Mai 68, avec Alain Krivine, à 20 h 30 au bar le BiblioCafé, rue de la Cathédrale.

Samedi 11 octobre, manifestation nationale de l'Andeva (Association nationale de défense des victimes de l'amiante), Paris. Plus d'infos: <http://andeva.fr>

Samedi 11 octobre, journée européenne d'action contre le Tafta. Des actions partout en France et à travers l'Europe contre le Grand marché transatlantique.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Je ne crois pas du tout qu'il y ait une incohérence de notre part. Nous avons clairement dit que nous étions contre le cumul des mandats, mais nous appliquerons le non-cumul quand les autres se l'appliqueront eux aussi.

MARINE LE PEN, lundi 29 septembre sur l'antenne d'Europe 1, à propos de l'élection des deux nouveaux sénateurs FN, déjà maires du 7^e secteur de Marseille et de Fréjus...

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0414 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ASSEMBLÉE NATIONALE Une proposition de loi scélérate visant le mouvement antifasciste!



Le 7 juin 2014, un an après l'assassinat de Clément Méric, manifestation unitaire contre l'extrême droite à Paris. PHOTO:RHÔNE ROUGE / JMB

Le jour même où était adoptée à l'Assemblée nationale à la quasi unanimité la nouvelle loi antiterroriste, une quarantaine de députés déposaient à leur tour une « proposition de loi tendant à élargir les conditions de dissolution des associations ou groupements de fait tels que les groupes antifas »...

Quinze mois après le meurtre de Clément Méric, alors que son assassin vient d'être mis en liberté, la « droite forte » tente de relancer à l'Assemblée nationale sa campagne de délégitimation du combat antifasciste. On se souvient de l'odieuse campagne menée à l'époque par certains médias et certains politiques, qui entendaient renvoyer dos à dos la victime et son assassin, et tirer un trait d'égalité entre agresseurs et agressés. L'examen de la liste des députés signataires de cette proposition de loi ne laisse planer aucun doute quant à continuité de cette campagne et la volonté de lui donner une issue parlementaire. Conduite par Yannick Moreau, député de Vendée, ancien membre du MPF et aujourd'hui reclassé à l'UMP dans sa tendance « droite forte », on y rencontre également des catholiques intégristes telle la villiériste Véronique Besse, Meyer Habib, conseiller de Netanyahu et vice-président du CRIF, ou Guy Teissier, aujourd'hui UMP, connu par son passé pro Algérie française et ancien membre du groupuscule fasciste Ordre nouveau... On pourrait légitimement être surpris de l'absence des signatures des deux élus frontistes à l'Assemblée nationale. Pourtant, cet « effacement » de pure forme colle parfaitement à la ligne actuelle du parti : se montrer humble, discret, modérer ses propos et ne pas afficher de triomphalisme excessif. Pourquoi monter au créneau quand de braves députés « républicains » peuvent faire le boulot ? La crise interne à l'UMP et la relative autonomie de la « droite forte » est un parfait terrain de « débauchage » d'élus, que son temps venu le FN entend capitaliser.

Tout le mouvement social est concerné

Le 28 novembre 2013, les activistes intégristes de l'AGRIFF prenaient l'initiative d'une pétition qui « exigeait du gouvernement la dissolution des groupes de l'ultra gauche ». Plus récemment le 31 juillet dernier, Claude Goasguen, député UMP à Paris, ex-dirigeant dans sa jeunesse du groupe fasciste Occident, en appelait à la dissolution du NPA suite à la tenue des deux manifestations de soutien à la Palestine finalement interdites.

On aurait tort de prendre à la légère cette volonté, certes encore minoritaire, de la droite et de l'extrême droite de renforcer le dispositif répressif, déjà fort inquiétant, dont dispose l'appareil d'État. Un dispositif largement renforcé récemment par la loi antiterroriste présentée par le gouvernement et votée comme un seul homme, y compris par les élus du Front de gauche à l'Assemblée nationale.

En demandant d'« élargir les conditions de dissolution des associations ou groupements de fait », on s'attaque à des milliers de collectifs, de comités, à tous les cadres non institutionnels indispensables à l'émancipation et à l'auto-organisation des luttes et des résistances.

Les militantEs du NPA seront en première ligne pour la défense des libertés démocratiques et ne renonceront jamais au droit inaliénable de manifester. La première réponse à ces intimidations visant à faire taire et à criminaliser le mouvement antifasciste est de préparer avec détermination la riposte dans la rue à la tenue du congrès du F Haine à Lyon le 30 novembre prochain. No pasaran!

Alain Pojolat

PS Le spectre de l'effondrement?

Après les élections municipales, puis les européennes, les dernières élections au Sénat constitue une nouvelle défaite pour le Parti socialiste. On ne voit plus ce qui pourrait le sauver de l'effondrement. Et pourtant...

Et pourtant, il persiste et signe dans sa politique capitaliste néolibérale au service du Medef et des classes dominantes. Pourquoi alors une telle brutalité dans les choix de Hollande et de Valls ? Pour comprendre, il faut revenir quelques années en arrière.

En finir avec la social-démocratie...

Valls est de ceux qui ont clairement revendiqué l'abandon de la « référence socialiste, historiquement datée ». Il a aussi épousé les thèses de « Terra Nova », organisme d'études et de recherches lié au PS, qui a proposé aux socialistes de « changer de base sociale », de substituer aux classes populaires « les classes moyennes et moyennes supérieures » : la nouvelle sociologie de Paris et des grandes capitales régionales du pays. Bref, d'en finir avec une certaine histoire de la social-démocratie française. De là la prétention de faire un « Bad Godesberg » à la française – le congrès de Bad Godesberg ayant vu la social-démocratie allemande rejeter en 1959 ses références au marxisme. Ces déclarations s'inscrivent dans l'évolution du PS depuis le début des années 80. En effet, la trajectoire « sociale libérale » du Parti socialiste n'est pas nouvelle. Son intégration dans les sommets de l'État et du capital financier est avérée depuis plusieurs années. Son processus de transformation de parti social-démocrate en parti bourgeois de type « parti démocrate à l'américaine » est bien avancé.

Mais cela ne suffit pas à Valls : le PS reste trop à gauche. Les quelques

traces de son histoire qui travaillent, encore, les contradictions de ce parti doivent être éliminées. D'où la mise en scène : crise gouvernementale, show au Medef, nomination d'un banquier à l'économie, attaques contre les chômeurs... Toute une panoplie qui vise à marquer une rupture.

Aucune hypothèse ne peut être écartée

Alors, qui peut dire ce que sera la situation du PS dans les semaines ou les mois qui viennent ? Jusqu'à maintenant, un processus comparable à celui du Pasok – le mouvement socialiste panhellénique qui s'est effondré – semblait écarté, mais les choix de l'équipe Hollande-Valls peuvent provoquer un effondrement de ce PS. Le pourrissement sur pied, avec de nouvelles défaites électorales en 2015, jusqu'à la déroute annoncée de 2017, est possible. Mais aucune hypothèse ne peut être écartée, depuis la « dissolution » – où le PS risquerait sa dislocation – à la réorganisation de l'appareil socialiste autour d'une nouvelle équipe « plus à gauche », avec des responsables comme Martine Aubry ou d'autres d'un profil similaire.

Mais le problème, c'est que l'ancrage néolibéral du PS pèse sur tout le parti. Aussi, à ce stade, les fragmentations ou oppositions ne débouchent pas sur des courants de gauche. Jusqu'à ce jour, tous ont accepté les politiques d'austérité. Les « frondeurs », divers et variés, ont soutenu, voire participé, à un gouvernement qui a adopté la ligne du Pacte de responsabilité, cet accord scélérat avec le patronat. Et dans cette politique,



Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, occupait les avant-postes...

C'est ce qu'explique, dans un entretien au journal *le Monde*, un des porte-paroles des « frondeurs », Christian Paul, admettant qu'« il n'y a pas de fracture radicale au sein du PS ». Et Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, insiste en soulignant que « leur faiblesse [à propos des frondeurs], c'est qu'ils ne sont pas sur une ligne différente ». C'est aussi ce que traduit d'ailleurs leur abstentionnisme dans les votes à l'Assemblée nationale. Et un de leurs dirigeants, Jérôme Guedj, de conclure : « Soit nous continuons dans un baroud d'honneur, ce qui va finir par laisser tout le monde, soit nous passons le cap et nous votons contre »... Sauf que là les frondeurs ne dépasseront pas la dizaine!

Indépendance et rupture

Il n'empêche qu'une telle crise provoque des tensions, des questionnements, des possibilités de dialogue

avec des militants socialistes, qu'il faut suivre précisément. Face à la crise politique, qui désoriente et démobilise le peuple de gauche, il faut l'action et la discussion commune, contre toutes les politiques d'austérité, mais pas pour se retrouver à la remorque d'ex-ministres qui – il y a peu – soutenaient le Pacte de responsabilité...

Le suivisme vis-à-vis des parlementaires abstentionnistes ne peut constituer une alternative à Valls, surtout lorsque ceux-ci peuvent se retrouver demain dans une nouvelle combinaison politique, toujours avec le même président. C'est malheureusement ce que tente éperdument de faire la direction du PCF, à la recherche d'une nouvelle « Union de la gauche ».

L'efficacité contre le patronat, les droites et l'extrême droite, c'est la rupture avec toutes les politiques d'austérité et l'indépendance nette vis-à-vis du Parti socialiste et de toutes forces qui s'allient avec lui.

François Sabado

SÉNATORIALES Défaite du PS, succès du FN

Sans surprise, dimanche dernier, la gauche a subi sa troisième défaite électorale en six mois, avec le renouvellement de la moitié des 348 sièges du Sénat. La droite reprend la majorité après trois ans de parenthèse socialiste.

En septembre 2011, le Sénat avait basculé à gauche avec six voix de majorité sans que pour autant cela serve à grand chose au gouvernement qui a réussi à se mettre en minorité, que ce soit sur le budget, les retraites ou la réforme territoriale...

Sans doute la perspective de la défaite du PS avait-elle suscité les candidatures et aiguisé les appétits : 1732 candidatEs en lice pour 178 sièges contre 1372 en 2011 et 754 en 2008. Au final, l'UMP et les centristes disposent d'une majorité d'une vingtaine de sièges. À noter que le PCF a perdu 3 sièges (18 sièges) et EELV reste stable avec 10 sièges. Le PS semble se féliciter d'une défaite moins pire qu'attendue. « Ce n'est pas la vague bleue qu'on avait annoncée. C'est l'effet mécanique de la défaite des municipales, il n'y a pas eu de progression dans la sanction » déclarait Cambadélis avec la langue de bois de l'apparatchik autosatisfait. Pas de « vague bleue »... sauf qu'au Sénat il ne peut pas y avoir de vague. Son mode d'élections est destiné à amortir les évolutions de l'opinion. C'est un scrutin indirect qui confie à 88 420 grands électeurs (députés, conseillers généraux et régionaux, délégués des conseils municipaux) le



Ravier - Le Pen, les dents longues... DR

soin de désigner ses parlementaires par moitié tous les 3 ans. Ce mode de scrutin atténue la défaite de la gauche qui, si elle devait affronter le verdict des urnes, connaîtrait une véritable débâcle.

Petite mais réelle victoire du FN

Fait notable, le FN a, lui, fait mieux que capitaliser ses résultats aux municipales en faisant son entrée au Sénat avec deux élus : David Rachline, maire de Fréjus, élu dans le Var, et Stéphane Ravier, maire du

7^e secteur de Marseille, élu dans les Bouches-du-Rhône. « C'est une grande victoire pour le FN, une victoire absolument historique, c'est la première fois que nous rentrons au Sénat et de belle manière, avec deux sénateurs qui rentrent »... Les propos de Marine Le Pen pourraient paraître excessifs, si ces deux élus ne l'étaient pas grâce aux voix d'une partie de la droite qui leur ont permis de doubler, grosso modo, les voix du FN. Rentrer au Sénat est un succès pour Marine Le Pen à double titre. Son

parti gagne de nouvelles positions dans les institutions et une partie de la droite s'est ralliée au FN. Les digues – bien fragiles – ont sauté, et Florian Philippot de constater : « Les plafonds de verre, les uns après les autres, sont en train de sauter. » Ce basculement de majorité au Sénat ne change rien sur le fond, mais elle donne à la droite un point d'appui pour jouer les contre-pouvoirs et tenter de redonner de la crédibilité à l'alternance. Et surtout, elle donne un crédit institutionnel au FN qui aura, qui plus est, le plus jeune sénateur...

Pour le reste, va s'ouvrir maintenant, à droite, la bataille pour la présidence dont dépendent toutes sortes de sinécures et autres privilèges pour améliorer la condition du sénateur moyen. Leur sort est déjà confortable, avec 5 388 euros net par mois plus une enveloppe mensuelle de 6 037 euros pour leurs frais de mandat, sans oublier une enveloppe transport de 13 505 euros par sénateur et les diverses indemnités pour voyages à l'étranger ou autres...

L'occasion aussi pour la droite de négocier les rapports de forces entre les différentes écuries présidentielles. **Yvan Lemaître**

ÉTAT ESPAGNOL Laboratoire de la transformation sociale

«Lorsqu'on étudie une structure, il faut distinguer les mouvements organiques (relativement permanents) de mouvements qu'on pourrait désigner comme conjoncturels» écrivait Antonio Gramsci. Partons de cette affirmation pour voir quelle est la situation actuelle dans l'État espagnol.

La crise de 2008 a entraîné une série de changements structurels qui conditionnent toute une étape historique concrète que nous pouvons résumer en trois points. L'application accélérée de politiques néolibérales, basées sur la privatisation de services publics, la destruction de droits sociaux à tous les niveaux et la formation d'une «armée de réserve» stable, à savoir 6 millions de chômeurs à ce jour. L'ouverture d'un cycle de luttes suite au 15M (le mouvement des Indignés) qui a posé ses revendications au centre de l'agenda politique : la lutte contre l'austérité et la corruption, ainsi que la dénonciation de la «démocratie» actuellement en vigueur. Une crise de régime qui s'exprime fondamentalement sur deux plans : une perte de légitimité des partis traditionnels et l'instabilité provoquée par des revendications indépendantistes, reflet des aspirations nationales insatisfaites par l'actuel modèle d'État. Voilà, selon l'expression de Gramsci, les «mouvements organiques». Comment se manifestent-ils concrètement ?

Droite et gauche dans la tourmente

Le gouvernement de centre-droit du Parti Populaire (PP), avec Mariano Rajoy à sa tête, essaie de nous vendre que ce qu'il y avait de pire dans la crise est derrière nous. La «jambe gauche» du régime, le



PSOE, essaie de faire un changement esthétique sans remettre en cause les piliers fondamentaux des politiques néolibérales, en mettant dans le cockpit d'un avion incapable de décoller son nouveau leader, Pedro Sánchez, dont la principale qualité semble être sa jeunesse, comme Renzi en Italie ou Valls. Le processus catalan est face à une nouvelle étape le 9 novembre, jour où le gouvernement de CiU dirigé par Artur Mas, parti historique de la bourgeoisie catalane, appelle à une consultation déclarée illégale par le gouvernement du PP. Le processus indépendantiste a acquis sa propre dynamique, avec des millions de personnes dans la rue. La population catalane passera-t-elle outre l'interdiction du gouvernement central ? Quoi qu'il advienne le 9 novembre, le processus catalan ouvre de grandes possibilités pour l'ouverture d'un

processus constituant dans ce pays. Le slogan indépendantiste anticapitaliste résume bien cette aspiration : «L'indépendance pour tout changer».

Deux bonnes nouvelles...

La première, c'est le retrait de la «loi d'avortement» qui visait à restreindre fortement le droit des femmes sur leurs corps et dont l'échec a entraîné la démission de l'ultraconservateur ministre de la Justice Ruiz-Gallardón. Cette tentative du PP de regrouper sa base catholique s'est soldée par une victoire du mouvement féministe, avec le refus massif de cette réforme soutenue par seulement 12% de la population. D'autre part, Podemos, le projet auquel participe la gauche anticapitaliste, continue à monter dans les sondages (certains lui attribuent 20% des voix aux prochaines municipales). Il s'est engagé dans un

processus constituant qui combine outils informatiques et assemblées générales. Podemos n'est pas un projet achevé, mais une réouverture de la politisation sociale à un niveau de masses, où cohabitent de multiples sensibilités et aspirations. Il est évident que tous les débats ne sont pas tranchés, mais il se dégage l'esquisse de deux perspectives stratégiques différentes, exprimées à travers divers documents organisationnels et politiques.

Luttes, élections et institutions

L'une, tout en reconnaissant le potentiel «politisant» de la voie électorale et l'importance de la conquête d'espaces dans les institutions, mise sur la construction d'un projet enraciné dans la vie quotidienne de la majorité sociale travailleuse, un projet basé sur les luttes et leurs espaces partagés, sur l'auto-organisation par en bas (c'est la perspective que je défends). L'autre considère que cette construction ne doit pas forcément se faire en parallèle, mais doit être subordonnée à une victoire électorale immédiate aux élections générales. C'est pourquoi Pablo Iglesias, leader de Podemos, défend qu'il ne faut pas se présenter aux élections municipales. Dans ce cadre, la reconstruction des relations sociales dans un ordre post-néolibéral (dans lesquelles sont incluses, avec une centralité importante, les petites et moyennes entreprises), doit commencer une fois conquis l'appareil d'État et à partir de ceux-ci. Avec la Grèce, l'État espagnol est devenu le laboratoire du changement social en Europe et, comme dans tous les processus semblables, dans un champ plein de possibilités, de misères et de difficultés. La «politique profane» apparaît quand l'histoire bifurque : voilà où nous en sommes.

De Madrid, Brais Fernández
Traduit par Monica Casanova

[Titre et intertitres de la rédaction]



Le monde en bref

Russie Manifestations contre la guerre en Ukraine. Le 21 septembre a eu lieu à Moscou, et aussi dans d'autres villes de Russie, la première grande manifestation contre la guerre en Ukraine et la politique de Poutine. Des dizaines de milliers de personnes, au moins 50 000, ont participé à cette «marche pour la paix» dans le centre de Moscou. Mélangeant des drapeaux aussi bien russes qu'ukrainiens, les manifestants demandaient «l'arrêt des opérations militaires en Ukraine» aux cris de «Non à la guerre en Ukraine» et «Stop aux mensonges de Poutine» qui prétend que la Russie ne participe pas militairement au conflit. «Je ne veux pas que nos gars meurent en Ukraine comme ça a été le cas en Tchétchénie et en Afghanistan», disait une pancarte résumant le sentiment de la partie de la population qui ose résister à la pression nationaliste et chauvine du pouvoir.



Lors de la manifestation à Moscou. DR

C'est également une des plus grandes mobilisations contre Poutine depuis sa réélection en 2012. Les organisateurs de la marche, à laquelle ont pris part plusieurs dirigeants de l'opposition parlementaire, ont exigé que le Kremlin cesse sa «politique agressive et irresponsable» en Ukraine qui mène selon eux la Russie vers l'isolement, la crise économique et l'aggravation des «penchants fascistes» du pouvoir.

Quelle que soit la confusion politique de cette manifestation, elle rompt l'union nationale que Poutine voulait imposer, d'autant que les pressions politiques mais aussi les pressions physiques étaient fortes : déploiement policier, provocations des «patriotes»... Le quotidien *Nezavisimaja Gazeta* titrait «La marche sous les hélicoptères», pour donner une idée des pressions policières et du contexte de la manifestation.

À Saint-Petersbourg, près d'un millier de personnes ont participé à une «marche pour la paix» interdite.

Conférence sur le climat L'hypocrisie criminelle des États.

La mobilisation historique mondiale sur le climat du 21 septembre montre que les populations ont compris l'urgence à agir contre le réchauffement climatique. Les États, eux continuent à jouer double jeu, affichant qu'ils ont compris et sont concernés... tout en poursuivant la logique des capitalistes et des financiers.

Si la plupart des pays réunis le 23, à New York, ont réaffirmé qu'il fallait sortir des énergies fossiles (quel scoop !), ils n'ont pris aucun engagement nouveau pour financer les énergies renouvelables et les économies d'énergie, deux secteurs déterminants dans la lutte contre l'augmentation de gaz à effet de serre (GES), le principal moteur du réchauffement. Pire ! Certains États sont même prêts à remplacer le charbon par d'autres sources d'énergie, tout aussi dangereuses et productrices de GES, comme le nucléaire et les gaz de schiste...

D'autre part, à qui profitera la création d'un «fonds vert» de 100 milliards de dollars par an (Hollande propose de déboursier 1 milliard) ? Sûrement moins aux États du sud qu'aux multinationales prêtes à investir dans les fausses solutions du «capitalisme vert», source pour elles de nouveaux débouchés et profits. Hollande et son gouvernement sont à côté de la plaque avec leur loi de transition énergétique au rabais et leur croissance verte compatibles avec le système. Rien à attendre de ceux qui défendent un modèle de croissance libéral sans limite. Une seule voie efficace contre l'emballage climatique : la rupture avec les modes de production et de consommation capitalistes directement responsables des crises écologiques et sociales. Mais ça, on ne l'obtiendra pas par les institutions, il faudra l'imposer par nos mobilisations !

ALLEMAGNE Amazon en grève

Outre-Rhin, la pression monte sur Amazon. Trois jours de grève ont eu lieu la semaine dernière dans cette société solidement implantée dans le pays, avec un chiffre d'affaires annuel de neuf milliards d'euros et 9 000 salariéEs...

La semaine dernière, cinq des sites allemands de cette entreprise de vente en ligne – sur neuf au total – ont été touchés par des arrêts de travail. Cela a commencé dans la nuit de dimanche à lundi à Leipzig (Saxe) et Bad Hersfeld (Hesse), puis s'est étendu le lundi matin à Graben (Bavière) et à Rheinberg (Rhénanie du Nord-Westphalie). Le mercredi, le site de Werne (Rhénanie du Nord-Westphalie) a aussi rejoint la grève. Celle-ci a été organisée par Ver.di, la très grosse fédération syndicale des services qui compte deux millions d'adhérentEs. L'enjeu concerne la convention collective : l'employeur compte continuer à appliquer celle du transport routier (moins favorable), estimant qu'Amazon est une entreprise de transport. Or, se basant sur le fait que l'essentiel de l'activité d'Amazon consiste à vendre et à livrer des articles aux acheteurs individuels, Ver.di revendique l'application de la convention collective du commerce du détail. La différence du régime conventionnel a des conséquences, notamment en termes de salaire et de primes.



Ver.di critique aussi une charge de travail trop importante et des pauses insuffisantes.

«Esclavage moderne»

La réputation d'Amazon en Allemagne est ternie, surtout depuis février 2013 lorsqu'un reportage télévisé – filmé en caméra cachée – avait montré les conditions de travail des intérimaires dans l'entreprise. Elle

recrute massivement dans toute l'Europe, surtout dans la période précédant Noël, des salariéEs en CDD et en intérim, de nombreux jeunes venus d'Espagne et d'autres pays en crise d'Europe du Sud renforcer les effectifs. Début 2013, l'entreprise avait déployé un lourd arsenal de communication pour tenter de réfuter les informations évoquant un «esclavage moderne».

La politique générale d'Amazon implique de recruter l'ensemble des salariéEs d'abord sous forme de CDD ou de contrat précaire, pendant au moins une ou deux périodes. Ensuite, un tri est effectué et seuls les «bons éléments» sont éventuellement repris en CDI. Aussi l'entreprise s'implante-t-elle souvent dans des régions en crise industrielle, profitant de l'absence de perspectives de travail, y compris pour des salariéEs qualifiés et/ou titulaires d'un Bac. Ainsi, à Rheinberg, si le taux de chômage local de 7,5% (contre 4,8% à l'échelle nationale) semble faible vu de France, il est nettement supérieur à la moyenne. La ville reste marquée par la disparition de son industrie textile, et la municipalité se trouve en état de faillite, ses budgets annuels nécessitant l'agrément des autorités régionales. Cela rend la mairie et la population locale «sensible» aux pressions de l'entreprise...

Selon Ver.di, environ 2 000 salariéEs ont participé à la grève de la semaine dernière, dont plusieurs auraient adhéré au syndicat dans la foulée. L'entreprise, dont le siège mondial se trouve aux États-Unis, prétend qu'il ne s'agissait «que de 1200 salariéEs» et n'entend ni négocier ni même discuter. Elle mise visiblement sur une stratégie du pourrissement. De nouvelles grèves sont possibles et pourraient «perturber» l'activité d'Amazon dans la période précédant Noël, lorsque son activité est au comble.

Bertold du Ryon

Quelques repères

Franck Gaudichaud

République bolivarienne du Venezuela
Régime républicain de caractère présidentiel
État fédéral qui se compose d'un District fédéral et de 22 États

Superficie

912 050 km²

Nombre d'habitants

30 405 000

Monnaie

bolívar



Chronologie

1958 | Fin de la dernière dictature militaire

Février 1989 | «Caracazo», émeutes de la faim et répression sanglante par le Président social-démocrate Carlos Andrés Pérez (voir encadré)

Février 1992 | Le lieutenant-colonel Hugo Chávez Frías et son mouvement, le MBR-200 (Movimiento Bolivariano Revolucionario 200) tentent un coup d'État anti-oligarchie qui échoue (Chávez, emprisonné, sera libéré en 1994).

Décembre 1998 | Chávez est élu sur la base d'un programme électoral anti-corruption et qui promet de combattre la pauvreté.

Décembre 1999 | Entrée en vigueur de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela, suite à une Assemblée constituante approuvée par référendum.

Avril 2002 | Coup d'État de la bourgeoisie contre le gouvernement bolivarien, Chávez est restitué à la présidence grâce à la mobilisation populaire et d'une partie de l'armée.

Décembre 2002-février 2003 | Lock-out de l'économie vénézuélienne.

Août 2004 | Chávez gagne le référendum révocatoire présenté par l'opposition et radicalise son discours anti-impérialiste.

Janvier 2005 | Chávez revendique lors du Forum social mondial la nécessité du «socialisme du 21^e siècle», développement des «missions» et expériences de cogestion ouvrière au Venezuela.

Avril 2005 | Création de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique - Traité de commerce des Peuples (ALBA - TCP).

Mars 2007 | Fondation du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) qui regroupe la majorité des partis bolivariens.

Mars 2013 | Décès du Président Chávez peu après sa 3^e réélection présidentielle. Nicolás Maduro, bientôt élu, le remplace à la tête de l'État.

Février-mars 2014 | Nouvelle escalade de violence de la part de l'opposition néolibérale, approfondissement de la crise politique et économique.

Venezuela: le processus révolutionnaire en danger

Après quatorze années de gouvernement par Hugo Chávez, Nicolás Maduro lui a succédé à la tête du gouvernement vénézuélien, mais qu'en est-il du processus d'émancipation ?

Le processus vénézuélien ne date pas d'Hugo Chávez. C'est sur la base du Caracazo (voir ci-dessous) qu'Hugo Chávez, jeune lieutenant-colonel auteur d'un coup d'État avorté en 1992, a été élu au pouvoir en 1998, le premier du «virage à gauche» latino-américain. Le Venezuela a longtemps été un des épicentres de ce tournant sub-continental. En mettant en échec un coup d'État militaire en avril 2002 et un lock-out entre décembre 2002 et février 2003, Hugo Chávez et les classes populaires vénézuéliennes ont montré qu'une autre politique que le néolibéralisme était possible en Amérique latine. Reste à construire une société nouvelle: depuis 2005, Hugo Chávez propose le développement d'un «socialisme du 21^e siècle» émancipé de toutes les scories des caricatures du siècle précédent en terme de bureaucratisation notamment.

Chávez: des acquis, des limites...
Les indicateurs de pauvreté et d'extrême-pauvreté ont été divisés

par deux durant la présidence de Chávez, notamment au moyen de missions améliorant le quotidien des Vénézuéliens les plus modestes en termes d'éducation, de santé, d'alimentation et de logement. Le chômage a également reculé considérablement. Ces années sont également celles d'une plus forte participation, inclusion et prise de conscience politique des classes populaires. Toutefois, il est difficile de voir des changements structurels: la part de l'économie privée ne s'est pas réduite et une bourgeoisie bolivarienne dite «bolibourgeoisie» rassemblant des personnes s'étant enrichies sous Chávez émerge. Décédé le 5 mars 2013 des suites d'un cancer, Hugo Chávez laisse le pays en proie à des problèmes économiques profonds et une popularité décroissante auprès des classes populaires. Son successeur, Nicolás Maduro, n'a emporté l'élection présidentielle d'avril 2013 que d'un point et demi devant Henrique Capriles, le candidat de l'opposition, toujours lié au patronat et à l'impérialisme.

Maduro et la conciliation

Une partie de cette opposition n'a pas abandonné la stratégie insurrectionnelle du début des années 2000. Entre février et mars 2014, quarante personnes ont été assassinées en marge de manifestations dont la revendication initiale était la «sortie» de Maduro avant le terme constitutionnel de son mandat mais qui étaient alimentées par des taux d'inflation (56% durant l'année 2013) et de non-approvisionnement (28% en janvier 2014; 26,2% pour le seul secteur alimentaire) pré-occupants. Contrairement aux événements de 2002-2003, ces initiatives n'étaient pas articulées à un plan concerté pour le renversement du pouvoir et ne bénéficiaient pas, par exemple, du soutien de Capriles.

Le gouvernement a voulu sortir de cette épreuve par la conciliation en réunissant une Conférence pour la paix. Celle-ci a été boycottée par l'opposition politique, mais pas par le patronat qui a saisi l'opportunité d'avancer ses contre-réformes à la société vénézuélienne. Le rôle du numéro 2 du régime vénézuélien et président de l'Assemblée nationale, Diosdado Cabello, est dans cette logique-là déterminant. Ce dernier, incarnant le secteur des militaires et de la bolibourgeoisie, s'est enrichi par le biais de CADIVI, l'organe chargé du contrôle des changes mis en place face au blocage de l'économie en 2003.

Tournant conservateur

Les réformes économiques à l'ordre du jour, l'augmentation du prix de l'essence ou la privatisation de Citgo, entreprise de distribution d'essence présente aux États-Unis, éclairent l'ampleur de ce tournant conservateur. Et pas seulement en terme économique, l'ancien responsable de la police métropolitaine de Caracas, Iván Simonovis, coupable pour son



Où



rôle durant le coup d'État d'avril 2002, a été libéré le 20 septembre dernier et simplement placé en résidence surveillée.

Le cas de SIDOR illustre ce rôle hostile du gouvernement. Il s'agit d'une entreprise sidérurgique du sud du pays nationalisée en 2008 par Chávez, action réalisée, cas unique dans le Venezuela contemporain, sous pression ouvrière. Depuis plusieurs mois, une lutte existe autour du renouvellement sans cesse reporté de la convention collective. À l'automne dernier, les ouvriers s'étaient déjà mis en grève trois semaines à ce sujet. Fin juillet, Diosdado Cabello a organisé une conférence de presse en présence de nombreux dignitaires du chavisme pour dénoncer les revendications de « mafias syndicales », des militants pourtant tous issus du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), le parti rassemblant l'ensemble des soutiens de Chávez. Les travailleurs ont poursuivi leurs mobilisations. Une d'entre elles, le 11 août, s'est heurtée à la répression de la Guardia Nacional: onze travailleurs ont été arrêtés et deux gravement blessés. Quelques jours plus tard, une nouvelle convention collective est signée dans le dos des travailleurs au mépris de leurs revendications et de celles de leurs dirigeants syndicaux. Jamais un gouvernement chaviste n'avait assumé aussi explicitement la confrontation avec une partie de sa propre base sociale.

Pratique autoritaire

Cette pratique du pouvoir se retrouve à tous les niveaux de la hiérarchie. Le ministre de l'Économie historique des années Chávez, Jorge Giordani, a été limogé en juin et a remis en cause la politique économique du gouvernement.



Pour aller plus loin

Olivier Compagnon (dir.) et al, *Le Venezuela au-delà du mythe: Chávez, la démocratie, le changement social*, Ivry-sur-Seine, L'Atelier, 2009.

Olivier Folz (dir.) et al, *Le Venezuela d'Hugo Chavez: bilan de quatorze ans de pouvoir*, Presses Universitaires de Nancy - Éditions Universitaires de Lorraine, 2013.

Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde, *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne: promesses et défis d'un processus de changement social*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2012.

Cécile Raimbeau et Daniel Hérard, *Chroniques boliviariennes. Un voyage dans la révolution vénézuélienne*, éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2014.

Rafael Uzcátegui, *Venezuela, révolution ou spectacle? Une critique anarchiste du gouvernement bolivarien*, Paris, Spartacus, 2011.

Le «Caracazo»: le jour où les pauvres sont descendus des «barrios»!

Le 27 février 1989, le doublement du prix de l'essence entre en vigueur dans tout le pays en conséquence d'un accord signé avec le FMI. À l'aube, dans les centres de transport collectif des principales villes du pays, les usagerEs, surtout les étudiantEs, résistent, occupent les gares routières, et fraternisent avec les travailleurEs. Dépassée par la situation, la police reste spectatrice alors que la population commence à faire irruption dans les centres commerciaux, bloque le trafic routier et crie des slogans contre l'augmentation des prix... C'est le début du Caracazo. Ce n'est que le lendemain soir que le président de la République de l'époque, le social-démocrate Carlos Andrés Pérez, déclare l'état de siège pour les jours suivants. Une répression implacable s'abat contre la population et surtout contre les habitantEs des quartiers populaires de Caracas.



Répression en février 1989 pendant le Caracazo. DR

En une semaine, on estime qu'entre 1500 et 3000 personnes vont être assassinées par les forces de l'ordre. Cette vague de révoltes réprimée dans le sang, est l'origine du discrédit qui va frapper les élites politiques du moment et précipiter l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir.



Qu'en est le Venezuela?

Les personnages clés

Hugo Chávez

Militaire sensible aux idées progressistes, il a tenté un coup d'État en février 1992 et devint président du Venezuela de 1999 à son décès des suites d'un cancer le 5 mars 2013. Il avait été réélu en 2000, 2006 et 2012, et avait surmonté les tentatives de renversement de l'opposition entre 2002 et 2004.



Henrique Capriles

Issu de la grande bourgeoisie vénézuélienne, il a participé à l'assaut contre l'ambassade de Cuba durant le coup d'État d'avril 2002. Depuis 2012, il est le principal représentant de l'opposition au gouvernement, incarnant l'aile ayant renoncé aux tentatives de renversement par la rue.



Nicolás Maduro

Ancien militant de la Ligue socialiste et syndicaliste dans le métro de Caracas, Nicolás Maduro a dirigé le courant syndical le plus subordonné au gouvernement. Il est devenu ministre des Affaires étrangères de 2006 à 2013, avant de succéder à Hugo Chávez.



Diosdado Cabello

Militaire ayant participé à la tentative de coup d'État en février 1992, il est un des principaux dirigeants du chavisme. Président de l'Assemblée nationale depuis 2012, il est le représentant du secteur militaire et de la bolibourgeoisie.



Bolivarisme et politique extérieure

Lorsque Hugo Chávez est élu président de la République, le consensus de Washington demeure hégémonique en Amérique latine. Pourtant, ce dernier va développer une politique étrangère contraire à celle des États-Unis : il s'est opposé aux guerres en Afghanistan ou en Irak, et a notamment comparé George W. Bush au « diable » à la tribune de l'ONU. L'Oncle Sam a d'ailleurs été le seul pays avec l'Espagne d'Aznar à reconnaître l'éphémère gouvernement putschiste d'avril 2002...

L'action du Venezuela pour un monde multipolaire a permis la création de l'ALBA, un réseau de solidarité intergouvernemental avec Cuba, la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua et diverses

îles caribéennes, ou encore la multiplication d'organes d'intégration sub-continentale tels la CELAC, avec l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ou l'UNASUR avec les pays sud-américains. Mais, contrairement à ce que Cuba avait fait au début des années 60, le lien commercial avec les États-Unis a été maintenu. Une vision manichéenne et « campiste » a aussi conduit Chávez à s'opposer aux processus révolutionnaires naissants dans le monde arabe : les ennemis de mes ennemis étant mes amis, Hugo Chávez a continué de considérer Mouammar Kadhafi comme « un ami » et Bachar Al-Assad comme « un frère », en dépit des répressions sanglantes qu'ils perpétraient contre leur propre peuple.

signature de la convention collective de SIDOR, obtenue dans les conditions précédemment décrites, sans dire un mot de la répression antérieure.

Processus politique confisqué

À l'instar des autres gouvernements de gauche latino-américains, le caractère progressiste et nationaliste-populaire du gouvernement bolivarien s'épuise peu à peu. La confiscation du processus politique par une petite frange bureaucratique ramène le « socialisme du 21^e siècle » aux vieux démons du 20^e. Ce n'est que par l'auto-organisation des travailleurs eux-mêmes qu'on parviendra à se prémunir contre ce type d'écueils.

Une véritable politique internationaliste serait également nécessaire, pas seulement l'agrégation de l'ensemble des gouvernements en marge de l'impérialisme étatsunien, plus ou moins progressistes, plus ou moins réactionnaires, mais la mobilisation des peuples,

et compris ceux qui habitent dans les puissances dominantes, et compris ceux qui se révoltent contre de supposés alliés, comme en Iran, en Libye ou en Syrie.

Une réelle indépendance à l'égard des États-Unis serait nécessaire alors que ces derniers demeurent le premier client du pétrole vénézuélien et que, depuis mars 2006, des dizaines de contrats d'entreprises mixtes pour l'exploration et la production de pétrole sont signés au Venezuela avec les principales firmes multinationales.

Aux classes populaires de défendre ses intérêts

En construisant par en haut une politique dont certains aspects sont en divergence totale avec les intérêts des classes populaires, les différents gouvernements chavistes ont fini par s'éloigner de leur base sociale historique, les classes populaires.

Si les effets les plus dévastateurs du néo-libéralisme ont été partiellement amoindris, le défi de la construction d'une société émancipée de l'exploitation capitaliste et de l'extractivisme pétrolier reste entier. Le processus politique ouvert par la révolte du Caracazo en 1989 a montré que les classes populaires avaient une capacité de résistance imprévisible, capable de mettre en échec les coups d'État des élites et de l'impérialisme en 2002 et 2003.

Il leur reste aujourd'hui à dépasser une direction qui s'affirme de plus en plus comme un adversaire et qui laisse de moins en moins d'espace de participation à la base. Le socialisme ne sera pas construit par Nicolás Maduro, Diosdado Cabello et leurs acolytes, la tâche en incombe aux classes populaires vénézuéliennes.

Pedro Huarcaya

DOCUMENT « Pour un congrès international des forces progressistes, de gauche, anti-impérialistes et socialistes »

La dernière période nous laisse de grands enseignements sur comment la contre-révolution fasciste, la droite néo-nazie que nous avons au Venezuela, a été isolée, défaite et comment on avance en regroupant, en faisant adhérer et en réveillant chaque fois davantage de forces au sein du peuple et de ses divers secteurs, au sein de la jeunesse, des femmes, de la classe ouvrière, des paysans, des pêcheurs, des membres des communes (les organes de démocratie participative installés dans les quartiers populaires NdT). Il s'agit de réveiller les forces pour la période 2009-2019, alors que nous sommes à mi chemin, une période historique de la révolution qui ne coïncide pas toujours avec les mandats présidentiels, même si cette fois-ci c'est le cas. (...)

Au niveau international, camarades, compagnons, amis et amies, je propose en premier lieu, de convoquer pour le mois de décembre de cette année, ça pourrait être les 17, 18, 19 décembre en hommage à notre libérateur (Simón Bolívar NdT), un Congrès international des forces progressistes, de gauche, anti-impérialistes et socialistes pour construire un agenda international d'action commune et une nouvelle forme d'organisation de l'Amérique latine et des Caraïbes et, au-delà, mondiale.

Il s'agit, je vous le dis, de reprendre l'idée de notre commandant Chávez, de construire une instance internationale d'action. Il existe de nombreuses instances, elles sont toutes bonnes en général, et nous faisons partie de la quasi-totalité d'entre elles. Elles sont les bienvenues, mais il faut une organisation où nous nous coordonnions sur des thèmes concrets, sur la politique communicationnelle pour contrer la campagne médiatique mondiale contre l'Amérique latine et ses révolutions, que nous échangeons sur l'expérience de nos organisations pour apprendre mutuellement et croître dans tous les pays, que nous nous coordonnions sur la vision philosophique, politique des projets en cours. (...) Nous devons essayer de construire une instance internationale qui permette aux forces révolutionnaires d'agir avec une plus grande coordination et apprentissage mutuel.

En deuxième lieu, au niveau international, (il nous faut) assumer une solidarité active, avec de nouvelles initiatives envers le peuple palestinien, à tous les niveaux d'aide nationale et internationale, et en commençant par la convocation d'une grande manifestation samedi 2 août prochain, dans toutes les villes de notre bien aimé Venezuela.

Allocution du président Nicolás Maduro en clôture du 3^e congrès du Parti socialiste unifié du Venezuela (jeudi 31 juillet 2014)
Source : <http://www.nicolasmaduro.org.ve>



Chávez, Maduro... et Bolívar. DR

Ces règles autoritaires ne sont évidemment pas populaires. 40% des délégués du 3^e congrès du PSUV qui s'est déroulé fin juillet n'ont pas été élus par les structures de base. La participation des militantEs a d'ailleurs été en-dessous des espérances. La principale centrale syndicale, la Centrale bolivarienne socialiste

des travailleurs de la ville, de la campagne et de la pêche (CBST-CCP), a connu également son congrès cet été. Cette structure a pris la place de l'UNT, jugée trop revendicative aux yeux du gouvernement. La CBST-CCP jouit elle d'une totale confiance du gouvernement. Son président a salué comme « excellente » la

HAUTE-GARONNE

Protection sociale des jeunes majeurs: la mobilisation a payé!

Les travailleurEs sociaux ont fait plier le président du conseil général de la Haute-Garonne, xénophobe et raciste.

La politique d'austérité du gouvernement s'attaque, entre autres choses, au financement des collectivités territoriales : - 1,5 milliard d'euros cette année, et - 11 milliards d'ici à 2017. Ces coupes touchent les budgets des conseils généraux, dont celui de Haute-Garonne. Président PS du département, Pierre Izard, soutenant ses amis gouvernementaux, a choisi d'appliquer la politique raciste et xénophobe portée par le Front national et appliquée par le gouvernement : la préférence nationale. Se disant que ça ne créerait pas de résistance, il a demandé, début août, aux MECS (Maisons d'enfants à caractère social) de renvoyer dans la rue les jeunes travailleurEs de 19 à 21 ans hébergés en foyer, d'abord les étrangers et les sans-papiers, les « Français » n'étant hypothétiquement concernés qu'au printemps 2015...



Contre-offensive

C'était sans compter sur la capacité d'insoumission des travailleurEs sociaux qui ont courageusement décidé de garder les jeunes dans leurs structures avant d'organiser la contre-offensive début septembre : rassemblements devant le conseil général, puis installation d'une tente de mobilisation. Durant quinze jours, ils et elles sont restés là, jour et nuit. Il y a eu des hauts et des bas, mais, soutenus par d'autres secteurs – la CIP, le DAL, les hospitaliers contre l'Hôstérité, le GPS – et malheureusement moins par certaines centrales syndicales présentes, elles et ils se sont attaqués à l'image du président du conseil général. Celui-ci, voyant les élections arriver, a préféré, le mardi 23 septembre, se rétracter complètement et satisfaire la totalité des revendications. La lutte a payé. Un exemple à suivre!

TLR

SYNDICATS

Que faire du 16 octobre?

Lorsque fin août, Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, présentait le programme de rentrée des initiatives de la confédération, le 16 octobre n'était qu'une date plantée entre la mobilisation des retraités du mardi 30 septembre et une vague « journée nationale d'action interprofessionnelle début 2015 sur les thématiques salaires, industrie et service public dont les formes sont à travailler »...



Lundi 22 septembre les salariéEs de la SEITA manifestaient à Paris contre les licenciements. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Le 16 octobre était alors présenté comme « une initiative nationale coordonnée sur les questions de santé et de Sécurité sociale... en amont de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale par l'assemblée nationale » qui « pourrait prendre la forme d'un rassemblement national autour des salariés de la santé, des organismes sociaux et des territoires proches de l'Île-de-France, associée à une implication territoriale forte, sous des formes diversifiées ».

À reculons...

En fait, les tensions créées dans la fédération santé, dans le secteur santé-social, voire dans toute la fonction publique, autour de la préparation du 23 septembre ont

obligé la confédération à mettre cette journée davantage en avant. La stratégie unitaire de la direction confédérale a plombé l'initiative, en privilégiant une improbable unité avec la CFDT et des négociations bilatérales avec les autres syndicats. Du coup, tour à tour, et avec des motivations diverses, les différentes directions ont justifié leur refus ou leur attentisme. La dernière difficulté vient de la proximité des élections professionnelles dans la fonction publique, avec l'enjeu déterminant de la représentativité. Déterminant car il s'agit là de l'obtention de moyens considérables et de lieux de pouvoir décisifs pour tous les syndicats. Ces enjeux et les modalités de ces élections tendent à instaurer un climat de

confrontation entre les différents syndicats qui, non seulement sont peu propices à des apparitions unitaires, mais même pousse à la surexposition des différences, fussent-elles de posture...

Dans ce domaine comme bien d'autres, l'affaiblissement des équipes syndicales rend plus difficile d'assumer les tâches de mobilisation et celles de concurrence électorale. Et ce, d'autant plus, quand, comme pour le 23 septembre dans la santé, les directions fédérales de la fonction publiques refuse de s'appuyer sur de réelles mobilisations pour gagner en crédibilité auprès des salariéEs et des forces militantes. Pour les autres grandes centrales confédérales, c'est à la fois un soutien quasi inconditionnel à la politique gouvernementale et l'incrustation dans le dialogue social et la cogestion qui rend urgent de ne pas mobiliser.

Aller de l'avant!

La journée du 16 octobre ne devrait pas répondre à des tensions

internes et à la concurrence entre organisations : elle devrait être un pas dans la construction d'une mobilisation contre un gouvernement de combat, ce que refuse la direction confédérale.

Si personne ne conteste les difficultés de mobilisation, tant dans le privé que le public, il est pourtant possible de s'appuyer, de mettre en valeur ce qui existe, ce qui gagne, pour faire converger donner confiance. Les pilotes d'Air France montrent que la grève reste encore le meilleur moyen de construire le rapport de forces qui permet de gagner. De même, les femmes de chambre de l'hôtel de luxe, Park Hyatt, ont après cinq jours de grève, gagné un ensemble de revendications d'une valeur de 400 à 500 euros par mois (voir article page 9). Et la belle détermination affichée le 23 septembre par les personnels des services hospitaliers a déjà permis des victoires à Caen ou à Villejuif...

Autant de luttes qui, dans la foulée de celles des cheminotEs, des postierEs ou des intermittentEs et précaires, devraient fournir des points d'appui réels à la construction d'un indispensable Tous ensemble... Les précaires, les intermittentEs, les privéEs d'emploi étaient de nouveau mobilisés ce mercredi 1^{er} octobre. Dans d'autres secteurs comme l'automobile, la métallurgie, des salariéEs, des équipes militantes, sont disponibles. Mais pour fédérer, donner confiance, il faut clairement quitter le terrain de la concurrence entre appareils et du dialogue social, pour s'opposer clairement à un patronat et un gouvernement à sa solde.

Le 16 octobre risque fort de n'être qu'un tout petit pas dans ce sens. Plus que jamais, la construction d'une mobilisation au moment de la discussion du budget est indispensable. Engageons-en la discussion, et la construction avant, pendant et après le 16 octobre.

Robert Pelletier

NANTERRE (92) Vers une deuxième évacuation des Roms?

Depuis le mois d'avril, des Roms se sont installés près de Nanterre-Université sur un terrain appartenant à l'Epadesa, l'organisme qui gère le quartier d'affaires de la Défense (voir l'Anticapitaliste n°251)...

Bien que rien ne soit prévu sur ce site avant des années, le directeur général de l'Epadesa a demandé à la justice l'expulsion du bidonville. Les habitantEs ont été évacués le 29 juillet et les familles ont cherché un autre point de chute d'où elles ont été expulsées immédiatement... Certaines sont revenues s'installer sur un parking situé sous les viaducs de la ligne de Cergy au bout de la gare SNCF Nanterre-U, dans des tentes fournies principalement par Médecins du monde. RFF (Réseau ferré de France), propriétaire des lieux va à son tour



vraisemblablement obtenir de la Justice l'expulsion.

Pas d'expulsion sans relèvement!

Les habitantEs ne souhaitent évidemment pas rester sur ce

parking: ils réclament un terrain et/ou des logements, comme en ont eu les milliers de gens qui vivaient dans les bidonvilles de Nanterre dans les années 60. Avec le collectif de soutien,

dont fait partie le NPA, ils ont organisé une manifestation et un rassemblement devant la mairie de Nanterre le 11 septembre sans obtenir d'être reçus. À noter que si le maire Front de gauche a accepté l'inscription des enfants dans les écoles, il a refusé l'alimentation en eau du bidonville, puis du campement, et renvoie aux autorités nationales et régionales la solution du problème. Il compte sans doute sur la bienveillance de Manuel Valls pour que tout se passe pour le mieux... « L'humain d'abord », n'est-ce pas? Jacques Capet

BOUES ROUGES

Raison industrielle ou raison financière?

Afin de traiter le minerai de bauxite pour produire de l'alumine, l'usine ex-Pechiney de Gardanne (13) a déversé pendant 50 ans plus de 30 tonnes de déchets toxiques dans le golfe de Cassis, aujourd'hui devenu partie intégrante du parc national des Calanques. Ces effluents connus sous le nom de boues rouges, contiennent des métaux lourds: titane, chrome, plomb, mercure, arsenic, cadmium.

Cette pratique industrielle aurait dû se mettre en conformité avec la convention de Barcelone visant à protéger l'environnement marin. Rien n'a été fait. Mais l'ex-ministre

de l'Écologie Delphine Batho avait signifié par courrier l'obligation d'arrêt de ces rejets au 31 décembre 2015. Aujourd'hui, après 30 millions d'euros d'investissement, l'entreprise Altéo,

MOULINS MAUREL (13)

Les salariés reprennent l'usine

En lutte depuis plus de deux ans pour sauvegarder leurs emplois, les travailleurs des Moulins Maurel (dans le 11^e arrondissement de Marseille) occupaient l'usine depuis fin novembre 2013.

Un repreneur s'est déclaré et a été avalisé par la préfecture. Toutefois, la société Nutrixo, propriétaire du site, refuse de négocier avec lui, car elle ne veut pas voir s'établir un concurrent et surtout désire faire une opération immobilière, en vendant le terrain dans un secteur à très forte valeur foncière, à proximité d'une immense zone commerciale en extension.

Avec un gouvernement toujours plus à l'écoute des multinationales que préoccupé par l'emploi, les services de la préfecture, plus spectateurs qu'acteurs, laissent pourrir la situation et ne se risquent surtout pas à faire quoi que ce soit qui gêne Nutrixo, y compris en propageant – par l'intermédiaire de *la Provence* (le quotidien de Bernard Tapie) – de faux bruits selon lesquels le repreneur aurait renoncé!

Fort de cette « information », Nutrixo s'est cru autorisé à envoyer ses vigiles (les mêmes qui s'étaient signalés à Gémenos avant que les Fralib ne les expulsent de leur usine) pour chasser les salariés qui se relayaient devant l'usine pour en éviter le démantèlement.

« Tout est à nous, rien n'est à eux ! »

Jeudi 25 septembre à 6h30, 30 salariés des Moulins accompagnés de 50 à 60 militants CGT du département, ont escaladé les grilles, débloquent le portail et repris l'usine. Sans heurts, les 5 vigiles n'avaient plus qu'à plier bagage. Plus tard dans la matinée, s'est tenu un rassemblement de 150 à 200 militants (CGT, FdG, NPA et quelques jeunes antifascistes...) pour annoncer que les salariés ne sortiraient plus tant que l'État (sous un gouvernement « de gauche ») n'obligerait pas Nutrixo à négocier. Les interventions des responsables de l'UD13, de l'UL de la Vallée de l'Huveaune, et du syndicat de la boîte étaient clairs : « *L'usine est à nous* », « *On a repris ce qui nous appartient* », « *Tout est à nous, rien n'est à eux* »!

Militants de l'UL, de l'UD, militants politiques... Les noms s'inscrivent peu à peu sur les listes de tour de garde pour maintenir l'usine sous surveillance, jour et nuit, alors que les vigiles reviennent régulièrement faire les gros bras devant les grilles. Le rapport de forces doit s'élever d'un cran pour forcer la préfecture à obliger Nutrixo à s'asseoir à la table des négociations.

Les travailleurs des Moulins Maurel luttent pour garder leur emploi. Ils savent bien qu'avec le repreneur, ils devront encore faire valoir leurs droits et leurs intérêts. Mais dans l'immédiat, il importe de leur apporter tout le soutien possible.

Jean-Marie Battini



ROMAIN HINGANT

PARK HYATT HÔTEL (75)

Une grève cinq étoiles

Le 22 septembre dernier était signé un accord de fin de conflit au Park Hyatt hôtel Vendôme, suivi, le 25, d'un autre à celui de Madeleine.

La grève des femmes de chambre, en cours sur ces deux établissements depuis le 19 septembre, se termine par une victoire éclatante après une précédente grève, en 2013, qui avait permis d'obtenir un 13^e mois.

Soutenus par la CGT des hôtels de prestige et économiques, la mobilisation de ces salariés d'entreprises sous-traitantes a obtenu, entre autres, une augmentation de leur taux horaire, 60 % de participation de l'employeur à la mutuelle, des passages à temps plein, une diminution de la cadence de travail et, cerise sur le gâteau, la prise en charge d'une partie des jours de grève.

L'ensemble de ces acquis représente l'équivalent de 400 à 500 euros mensuel : quand on sait que le prix d'une suite correspond à leur rémunération annuelle et qu'on connaît la dureté de leur travail, on ne peut que s'en féliciter.



DR

Et après cette victoire ?

C'est un nouveau succès, après la lutte au Novotel des Halles en 2011 puis de Suresnes en 2012, un conflit qui a donné lieu au documentaire *On a grévé* actuellement sur les écrans. À cela viennent s'ajouter de récentes condamnations prud'homales pour délit de marchandage et travail dissimulé à hauteur de 400 000 euros.

Les grands groupes hôteliers, qui externalisent le cœur du métier que constitue le nettoyage des chambres, sont prévenus : ou bien ils internalisent de nouveau ce service, améliorant ainsi les garanties conventionnelles et les conditions de travail des personnels concernés, ou bien ils en paieront le prix !

LD

HAUT-DE-SEINE

Les recalés du Bac ne disent pas merci au gouvernement...

La solution de Najat Vallaud-Belkacem pour les élèves du 92 dont le redoublement en terminale est refusé faute de places : passer le Bac en candidat libre!



PHOTO THÈQUE ROUGE / ALICE D

En cette rentrée, plusieurs dizaines d'élèves ayant échoué au Bac (surtout en ES - Sciences économiques et sociales) se sont retrouvés sans aucune solution de redoublement : faute de place en terminale, ils n'étaient pas acceptés dans leur lycée ! Dans ce cas, ils se retournent avec leurs familles vers l'Inspection d'académie (IA) qui est normalement tenue de les affecter dans un lycée voisin, ce qui ne va pas sans leur poser des problèmes de transport, mais ce qui leur permettait au moins jusque-là de pouvoir repasser leur Bac dans des conditions normales.

Mais cette année le manque de moyens est tellement criant que les élèves ont aussi trouvé porte close à l'IA qui leur a répondu qu'il n'y avait plus aucune place dans tous les lycées du 92!

« Plus de justice sociale » ?

Face à la colère des élèves et de leurs parents, il a donc fallu innover : ils auront le choix entre repasser le Bac en candidat libre... ou en candidat libre ! La seule solution proposée à une partie seulement des élèves concernés est en effet un dispositif hébergé dans deux lycées. Mais ils ne sont pas officiellement affectés dans ces établissements et seront inscrits au Bac en candidats libres. Le calcul est simple : pour le moment, dans leur emploi du temps, ils ont parfois moins d'heures de cours sur une semaine que sur une seule journée l'année précédente !

Une fois de plus, la réalité du terrain contredit le discours de Hollande et Valls sur la priorité « *donnée à l'éducation* ». Comment Najat Vallaud-Belkacem peut-elle en même temps faire des économies sur le dos d'élèves qui veulent décrocher leur Bac et affirmer vouloir venir à bout du problème des jeunes qui sortent du système éducatif sans aucune qualification ? Une autre raison pourrait peut-être expliquer le désintérêt pour ces élèves et leur avenir : beaucoup viennent d'un lycée classé ZEP de Colombes, dont une bonne partie des familles habitent dans les quartiers populaires... Pourtant Najat Vallaud-Belkacem vient de déclarer : « *La nouvelle éducation prioritaire, c'est plus de moyens humains et financiers, (...) c'est plus de justice sociale. (...) Je mettrai toute mon énergie à apporter des réponses aux élèves les plus fragiles* »...

Correspondant

actuelle propriétaire du site, indique qu'un nouveau dispositif va être activé, ce qui devrait réduire l'émission des rejets, et déclare : « *l'impact sera très négligeable, limité à quelques mètres du tuyau. Il y aura à peine quelques traces de métaux dissous* ». Ce n'est pas l'avis de l'universitaire Olivier Dubuquoy qui dénonce : « *les travaux du comité scientifique de l'entreprise utilise des protocoles fantasmés* ». En tout cas, l'entreprise refuse de se soumettre aux normes actuellement en vigueur pour les rejets en eau douce et refuse d'envisager des solutions alternatives.

Pression du lobby industriel

Pourtant le conseil d'administration du parc national des Calanques vote le droit de continuer les rejets pendant 30 ans supplémentaires. Les arguments sont peu convaincants. Le parc ne serait

pas un parc comme les autres, vu son environnement industriel et urbain. Les rejets seraient entraînés directement à 300 mètres de profondeur où il n'y aurait pas d'espèces vivantes. Archi faux ! Sur les 48 membres du conseil d'administration du parc national, 30 ont plié devant le lobby industriel et la menace de 400 licenciements. Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Pour le maire PCF de Gardanne, « *la vraie pollution, c'est le chômage* ». Le député EÉLV de la circonscription, Lambert, se satisfait, lui aussi, des promesses d'Altéo, alors que Michèle Rivasi, députée européenne d'EÉLV s'oppose à la poursuite des rejets ! Jolie confusion...

Accepter les exigences d'Altéo pour protéger l'emploi ?

Depuis que l'usine de Gardanne a été vendue sur le marché mondial, aucune

stratégie industrielle n'a été élaborée. L'emploi est en régression. Les profits des actionnaires sont le seul horizon. Les investissements se font à minima. Obliger Altéo à investir pour respecter les normes environnementales, c'est l'obliger à choisir une stratégie industrielle durable. Car il existe une alternative. Traiter les rejets pour les valoriser en matériaux inertes, utilisables, et concentrer les métaux lourds et les effluents toxiques afin de les réinjecter dans les processus de fabrication. Une économie circulaire qui ne prene l'environnement ni pour une poubelle ni pour une ressource infinie et qui créerait des emplois.

La ministre de l'Écologie Ségolène Royal a décidé de s'opposer à la poursuite des rejets en Méditerranée. C'est bien, mais cette décision sera-t-elle durable ?

E. Diaques & J.L. Marchetti



L'usine de Gardanne toujours en activité. DR



Les comités en action!

Fac de Tolbiac (75) Impossible d'interdire la solidarité avec la Palestine

Le jeudi 25 septembre, le comité jeunes de Paris 1 avait prévu d'organiser un meeting de solidarité avec la Palestine, avec la participation de Julien Salingue et d'Alain Pojolat. L'autorisation nous avait été donnée, de manière écrite, par l'administration, ce qui nous avait permis de commencer à en faire l'annonce largement dans la fac. La préparation s'est très bien passée, le sujet avait plutôt l'air d'intéresser largement les étudiantEs.

C'est donc avec stupéfaction que, la veille du meeting vers 19 heures, nous avons appris la volonté de la direction de l'université Paris 1 de l'interdire. Cette annonce, arrivée par mail, avec pour seule justification le fait que ce soit l'initiative d'un parti politique, montre bien que l'administration ne s'attendait pas à ce que ce meeting intéresse autant de gens. Nous n'avions pourtant laissé aucune ambiguïté sur le fait que c'était une autorisation demandée par le NPA.

Pour nous, cette interdiction s'inscrit dans la continuité de la restriction des libertés politiques et syndicales à Paris 1 et, plus généralement, de la répression du mouvement de solidarité avec la Palestine. Nous avons donc décidé d'y répondre, en associant largement autour de nous les organisations mais aussi les étudiantEs. En quelques heures, une pétition a été signée par près de 300 personnes, et un tract unitaire distribué.

Face à la pression, l'université a fini par céder. Ils n'ont pas reculé sur l'interdiction, mais ne nous ont pas empêchés d'entrer dans l'amphithéâtre que nous avions réservé. Heureusement, d'ailleurs, parce que le mouvement de soutien a permis de faire venir plus de 170 personnes à ce meeting, bien plus que ce que nous espérions.

Louviers (27) Guerre sociale ici, guerre tout court au Moyen-Orient!

À l'initiative du NPA 27, un rassemblement a eu lieu pour huer les déclarations pro-guerre du député local PS, François Loncle, parues deux jours plus tôt dans la presse locale...

L'occasion de dénoncer, avec les militantEs du PCF local, une nouvelle intervention « contre le terrorisme » qui, comme les précédentes, ne fera que renforcer les monstres que les puissances impérialistes ont elles-mêmes engendrés, avec les deux guerres d'Irak, celle d'Afghanistan, et les années d'occupation qui ont suivi. Nous en avons aussi profité pour épingleur le député pour son soutien sans faille et zélé: Loncle s'est prononcé pour l'exclusion du PS de ceux qui sont opposés au gouvernement... Nous avons défendu la construction d'un mouvement national massif de toutes les forces à la gauche du PS – politiques, sociales et syndicales – afin de s'opposer, dans la rue, à la politique d'austérité pro-Medef du gouvernement Hollande-Valls.

Qui sommes-nous?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.

Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples.

Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21^e siècle.

Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière.

Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Pour nous rejoindre, contactez-nous: ecriture@npa2009.org

PALESTINE Le devoir de persévérance!

En campagne

Deux mois après l'agression sauvage contre le peuple palestinien de Gaza, la situation reste dramatique. Et nécessite toute notre mobilisation!

Des cadavres gisent encore sous les décombres, et les conditions sanitaires sont effroyables. Le blocus continue, et l'armée d'occupation ne laisse rentrer qu'au compte-goutte les camions des organisations humanitaires. Les gazaouis restent coupés du reste du monde. Le contrôle des frontières ne s'applique pas seulement aux marchandises, mais aussi aux personnes, et rares sont les internationaux autorisés par l'occupant à entrer dans Gaza. Défaits politiquement, et n'ayant pu venir à bout de la résistance, l'armée et le gouvernement israéliens entendent faire payer leur échec à tout un peuple. Les négociations engagées à l'issue du cessez-le-feu sont dans l'impasse, et rien ne laisse présager une quelconque « ouverture » de la part du gouvernement d'extrême droite qui siège à Tel Aviv.

Suspendre l'accord d'association avec Israël

Une nouvelle fois discrédité par une opinion publique internationale indignée par les massacres de juillet, Israël compte, comme toujours, bénéficiaire de l'appui inconditionnel que lui ont jusqu'à présent manifesté les USA et l'Union européenne. Ce soutien s'est une nouvelle fois manifesté vendredi 26 septembre à l'issue de la déclaration de Mahmoud Abbas devant l'assemblée générale de l'ONU, qualifié de « provocateur » par la porte-parole de la Maison-Blanche. L'Europe, quant à elle, n'a toujours pas répondu à l'exigence de suspension de l'accord d'association avec l'État d'Israël. À l'initiative de 24 associations palestiniennes, un appel a été lancé pour qu'à travers toute l'Europe, les partis, associations et organisations de soutien à la Palestine, fassent grandir cette revendication vieille de plus de dix ans. Le NPA est bien sûr signataire de cet appel, et invite tous ses militantEs à le faire connaître et signer largement.

Manifestations les 9-10-11 octobre dans les régions, le 18 à Paris

Tandis que les actions de la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) se multiplient et mettent dans la difficulté l'application de la circulaire Alliot-Marie / Mercier non abrogée par Taubira (voir article ci-contre), l'AFPS appelle ce mois-ci dans un cadre unitaire à une campagne de mobilisation ayant pour but de remobiliser le mouvement de soutien à la Palestine pour exiger la levée du blocus de Gaza, la mise en place d'un embargo sur les livraisons d'armes, la suspension de l'accord d'association avec Israël, et la reconnaissance de l'État palestinien.

Quelles que soient les nuances dans les revendications portées par les différentes composantes du soutien



Vendredi 19 septembre, meeting contre la criminalisation de la solidarité avec la Palestine à la Bourse du travail de Saint-Denis. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

à la Palestine, ces échéances proposées nous paraissent importantes. Le NPA a d'ores et déjà répondu présent à cet appel.

Refuser la criminalisation, soutenir les inculpés

Les 22 et 29 octobre se tiendront à Paris les procès des camarades accusés, à des titres divers, d'avoir

organisé ou appelé aux manifestations interdites du mois de juillet. Une large mobilisation se met en place afin de faire de ces procès une tribune de dénonciation du gouvernement français, de sa politique d'alignement sur les positions de Tel Aviv.

En particulier, le 22 octobre, un appel unitaire à rassemblement

devant le palais de justice de Paris se tiendra à partir de 9 heures. Il aura été précédé d'un large appel public de personnalités refusant la criminalisation de la solidarité. Car cette solidarité est un devoir, qu'aucune interdiction ou restriction ne peut stopper. Palestine vivra, Palestine vaincra!
Alain Pojolat

BDS Première victoire pour les 7 militantEs d'Alençon

Tout a commencé le 13 février 2009, quand une vingtaine de personnes se sont retrouvées dans un supermarché d'Alençon (61) pour une action Boycott Désinvestissement Sanctions, action qui a été suivie de 14 autres sur la ville...

Des tracts ont été distribués devant et dans le magasin, et des produits mis dans des caddies. Quatre officines sionistes ont porté plainte et la procureure d'Alençon y a donné suite, sur la base de la circulaire Alliot-Marie parue quasiment à la même date. À partir de là s'engage alors un véritable marathon judiciaire pour les 7 inculpés! Et une intense campagne unitaire de dénonciation de ce procès politique qui criminalise les militantEs de la solidarité avec le peuple palestinien.

7 militantEs du Collectif Palestine Orne (dont des membres du NPA) ont donc été auditionnés ce lundi 22 septembre par la Cour d'Appel de Caen. 130 personnes étaient réunies devant le tribunal pour les soutenir. Parmi eux, on comptait une vingtaine de camarades du NPA. On pouvait aussi noter la présence des relaxés de Perpignan et de Pontoise.

Les prises de parole se sont succédé pour dénoncer l'occupation et la colonisation de la Palestine par Israël et le caractère politique de ce procès. Pour le NPA, Christine Poupin a exigé la fin de la répression du mouvement de solidarité avec la lutte du peuple palestinien et l'arrêt de toutes les poursuites contre ses militantEs. Elle a donné rendez-vous le 22 octobre pour la mobilisation unitaire autour d'Alain Pojolat.

Le boycott n'est plus en procès

À l'intérieur, dès le début, le parquet fait savoir qu'il ne ferait pas appel sur la relaxe du chef d'inculpation de



Les inculpés d'Alençon. DR

« provocation, incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence ». Cette victoire est importante car symbolique. En effet, cela signifie que le parquet a renoncé à poursuivre les militantEs sur le terrain du boycott lui-même. Les parties civiles voient alors toute leur stratégie d'attaque s'effondrer, même si elles ont tenté de poursuivre dans leur logique. Les militantEs ont donc été jugés pour le second motif, à savoir: « entrave à une activité économique normale »... Il leur est reproché d'avoir, pendant une quinzaine de minutes, retiré des rayons les produits israéliens, et donc d'avoir empêché les consommateurs de les acheter... Si les militantEs ont tous reconnu les faits, ils ont surtout revendiqué l'objectif de la campagne BDS: dénoncer la politique colonialiste du gouvernement israélien menée depuis des décennies. Ils ont

été soutenus par les témoignages de Francis Wurtz (PCF), Michèle Sibony (UJFP) et Omar Slaouti. Ce dernier a dénoncé le caractère politique de ce procès, avec notamment la mise en cause de la circulaire Alliot-Marie / Mercier, et a récusé toutes les accusations d'antisémitisme. À la fin du procès, le plaidoyer des parties civiles s'est résumé à accuser les prévenuEs et ceux qui les soutiennent d'antisémitisme... À bout d'argument, ils ont qualifié les militantEs de « terroristes intellectuels irresponsables ». De son côté l'avocat général, représentant le parquet, a admis que la cause défendue était « honorable, respectable ». Mais convaincu que le délit d'entrave est établi, il réclame une peine de 1000 euros d'amende pour chacun des accusés. Délibéré le 24 novembre 2014.
Correspondante

Essai

Aube dorée. Livre noir du parti nazi grec, Dimitris Psarras

Traduit du grec par Panos Angelopoulos, M. Éditeur et éditions Syllepse, 2014, 15 euros

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Athènes le 18 septembre pour honorer la mémoire de Pavlos Fyssas, rappeur et militant antifasciste assassiné un an plus tôt par un nazi d'Aube dorée. C'est à ce parti fasciste grec que Dimitris Psarras, journaliste spécialisé dans l'étude de l'extrême droite, consacre son dernier ouvrage.

Créée en 1980 par Nikolaos Michaloliakos dans le sillon de la dictature des colonels (1967-1973), longtemps groupusculaire (0,11% des voix aux européennes de 1994), Aube dorée a connu une envolée aux législatives de 2012, obtenant 6,92% des voix et 18 députés pour atteindre 9,32% (3 eurodéputés) aux européennes de juin 2014.

Son succès électoral est « l'expression d'un désespoir profond » d'une partie de la population, résultat d'une austérité sauvage dictée par la troïka ainsi que du rejet massif de la classe politique. La complaisance des médias et d'une partie de l'Église orthodoxe sont d'autres éléments d'explication. Enfin les partis au pouvoir, la droite de la Nouvelle démocratie et les socialistes du Pasok, ont utilisé Aube dorée comme contre-feu à la montée de la gauche radicale. En 2011, ces partis n'ont pas hésité à intégrer le Laos (autre parti d'extrême droite) dans leur précédent gouvernement, légitimant ainsi la participation au



pouvoir de fascistes. De même qu'ils ont mis en œuvre une politique de lutte contre l'immigration et les immigrés.

Xénophobie, antisémitisme, ultranationalisme...

Mais c'est surtout à la violence de ses « militants de la race blanche

et de la Grande Grèce » que l'on doit associer le nom d'Aube dorée. Violence dont les immigrés, les « pédés » et les « bolchos », sont par dizaines les premières victimes et dont les auteurs demeurent impunis quant ils ne sont pas protégés par la police, parmi laquelle ils jouissent d'une forte sympathie.

Aube dorée se revendique ouvertement du nazisme : xénophobie, antisémitisme, ultranationalisme, symboles et slogans... Une seule illustration : le groupe « Pogrom », dont le bassiste Artemis Mathaiopoulos est dirigeant et député d'Aube dorée, éructe « Jencule Anne Franck (...) Oh que j'adore Auschwitz! (...) Je mettrai du Zyklon B dans vos synagogues ».

Puisque l'auteur nous y invite, face à cette résistible ascension d'Aube dorée, nous répondons sans hésiter, avec lui, que « la Grèce parviendra à jouer un nouveau rôle : non pas en tant que laboratoire des politiques d'austérité, mais en tant que laboratoire d'éradication de la peste brune ». **Guy Franceschini**

Exposition

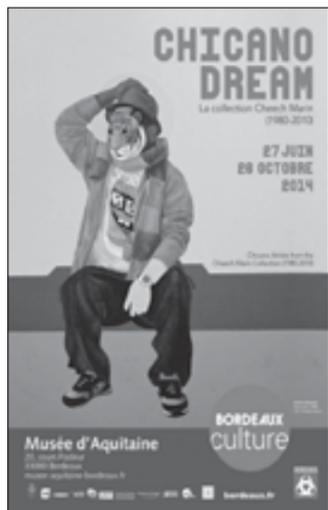
Chicano Dream. La collection Cheech Marin (1980 - 2010)

Jusqu'au 26 octobre au musée d'Aquitaine (Bordeaux)

L'exposition présente soixante-dix œuvres d'artistes issus de l'émigration mexicaine aux États-Unis (rassemblées par un collectionneur lui-même chicano). À partir de ces affiches, tableaux, fresques murales, l'équipe du musée nous fait découvrir les différents moments de cette émigration, sa violence, les différentes résistances de ces premiers émigrés, celle de leurs enfants nés en Amérique avec sa traduction dans leur art, l'art chicano...

Quelques photographies du début du 20^e siècle témoignent : les hommes qui fuient la misère, passent la frontière pour travailler dans les grandes exploitations agricoles californiennes et dans les usines, rejoints ensuite par les femmes, les enfants... Puis dans les années 60, ce sont les premières organisations et les grandes grèves des ouvriers agricoles chicanos, contemporaines des luttes pour les droits civiques des Noirs américains. La création artistique participe de ce mouvement pour l'affirmation de leurs droits.

Les artistes ont utilisé les murs comme champ d'action, résultat de leur pauvreté et de la tradition de la peinture murale mexicaine. Ils vont s'organiser en collectifs puis peindre sur des toiles. Leurs œuvres sont souvent très colorées,



violentes, jouant des stéréotypes imposés par l'Amérique raciste aux Chicanos (les mauvais garçons, les prostituées), jouant aussi de la tradition des iconographies religieuses, des références à la culture aztèque, mais c'est plus de la violence urbaine de la pauvreté dont il est question. Ces peintures qui expriment les tensions sociales ne manquent pas d'humour. Les toiles, souvent hyperréalistes, montrent les rêves perdus, les inégalités, les SDF dans les galeries marchandes, elles traitent du féminisme, du choc des cultures...

L'exposition est riche et très bien conçue, très politique en fait. Elle retrace la violence faite à ces générations successives de Mexicains-Américains et leurs réponses dans leur art. Allez-y, et vous y verrez sûrement bien d'autres aspects.

Michelle Dupouy

Tous les jours de 11h à 18h, sauf le lundi. 6,5 euros. Visite commentée le dimanche à 15h (c'est mieux, on apprend plein de choses!)

Théâtre

Le Capital et son singe - à partir du texte du Capital de Karl Marx

Jusqu'au 12 octobre à La Colline - théâtre national, puis à Grenoble, Perpignan, Mulhouse, Alès...

Outre le texte de Marx, le metteur en scène Sylvain Creuzevault et le collectif Le Singe convoquent sur la scène du théâtre national de la Colline les figures des révolutions de 1848 en France - Auguste Blanqui, Louis Blanc, Armand Barbès - et de janvier 1919 en Allemagne - Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Nous sommes heureux de les entendre là, à défaut de les faire résonner dans les rues d'aujourd'hui. Leurs paroles y côtoient celles de Brecht, Freud, Lacan, Debord ou Rimbaud. La bonne nouvelle, c'est que cette pièce n'est pas un moment didactique sur le Capital. Le collectif prévient d'ailleurs le spectateur dès le programme de salle :

« Que Le Singe considère le temps historique comme un fil à retordre, c'est un fait ; qu'il use des noms comme de pignons sur rue, et en fasse des lieux dont on ne reconnaît que la porte d'entrée, [...] on n'en peut douter ; [...] mais s'il venait à prétendre faire théâtralement ici un travail historiographique, en voulant échanger cette sorte de monnaie, il vous tromperait ».

En passant d'une époque à l'autre dans des aller-retour virevoltants, les acteurs nous perdent parfois en route. Pour suivre, il faut rassembler ses souvenirs de lecture ou d'université d'été... Mais en fait ce n'est pas si grave de s'égarer un peu, parce que la forme est dynamique, souvent

jubilatoire et parfois carrément hilarante. Entendre déclamer comme un échange de tirades amoureuses entre l'habit et la toile la démonstration de Marx sur le double caractère du travail et de la marchandise est tout à fait drôle.

Quant à la scène finale du procès des révolutionnaires de 1848, les juges devant qui vont bientôt comparaître Alain Pajot et les autres camarades impliqués dans l'organisation des manifs de soutien à la Palestine, seraient bien inspirés d'aller la voir : ils se rendraient peut-être compte du ridicule de leur position.

Coline Sanveteo
De 14 à 29 euros

Cinéma

Léviathan

de Andreï Zviaguintsev
Avec Alexei Serebriakov, Elena Liadova et Vladimir Vdovichenkov
Sortie le mercredi 24 septembre



Kolia habite une petite ville au nord de la Russie. Il tient un garage qui jouxte la maison où il vit avec sa jeune femme Lylia et son fils Romka. Le maire de la ville souhaite s'approprier le terrain de Kolia, sa maison et son garage.

Les dernières images illustrent un verset de la Bible cité par un pope au Job du film (Kolia), verset où Dieu apparaît à Job à travers une tempête. La tempête, c'est celle de la mer de Barents aux flots déchaînés. Reflets métalliques des vagues épousant toutes les couleurs de la palette du gris bleuté. Mais il n'y a plus aucun des protagonistes pour admirer, et d'ailleurs la mer charrie des tonneaux de déchets nucléaires. Tout le sel du film est là. Une dénonciation sans discours.

Andreï Zviaguintsev est l'un des derniers cinéastes russes indépendants en Russie. À 50 ans, c'est son quatrième long métrage. Il s'inscrit dans l'esprit de Dostoïevski en donnant à voir l'homme confronté au mal. En théorie, la puissance brutale des passions mauvaises (le Léviathan de la Bible) peut être combattue par la force légale qui est censée nous en prémunir. Mais dans la Russie de Poutine, ces forces se confondent, et Kolia, le protagoniste principal du film qui ne l'avait pas compris, va le payer. Très cher.

Léviathan est un film noir, au scénario admirablement construit, où les trahisons s'enchaînent dans un décor d'apocalypse calme, et un film politique où, sous le portrait omniprésent de Poutine, s'ourdissent la pire machination menée par les autorités russes (pouvoir politique et justice) en alliance avec le clergé orthodoxe. Le sermon du chef de l'Église orthodoxe de la région devant toutes les autorités est d'ailleurs une scène d'anthologie, avec sa caravane de grosses voitures allemandes aux vitres teintées qui promènent toute cette lie de l'humanité. Souhaitons que ce film puisse être vu en Russie. **Sylvain Chardon**



Mange tes morts. Tu ne diras point

de Jean-Charles Hue
Avec Jason François, Michaël Dauber et Frédéric Dorkel
Sortie le mercredi 17 septembre

Quel film ! Réalisé par Jean-Charles Hue, les membres d'une même famille, les Dorkel, gitans yéniches vivant dans l'Oise, y jouent leur propre rôle, comme ils l'avaient déjà fait dans le premier film de Hue, *la BM du Seigneur*. Ce film a été présenté à la Quinzaine des réalisateurs 2014 à Cannes et a reçu le prix Jean Vigo.

Complètement déroutant. Quatre frères et cousins, blonds, massifs, torsos nus, autour de la viande qui grille sur un barbecue, qui parlent une langue mélange de gitan et d'argot chti, tout cela avec un accent picard... Cela laisse le spectateur désorienté par l'étrangeté des personnages et la proximité de la musique des mots « bien de chez nous ». Et ils sont chrétiens. Le plus jeune du groupe doit faire son baptême. La veille, ils partent en virée nocturne pour « chouraver » une cargaison de cuivre. Cette virée est tout à la fois un rite de passage, sorte d'anti-baptême, mais aussi le moment où se discute (et en quels termes) le destin de chacun.

Ce film est une plongée dans un univers à la marge : les champs sont des espaces de chasse en moto, les routes destinées à des courses folles, et le monde extérieur représenté par les phares, les gyrophares blancs et bleus des « schmitts », sur lesquels ils viennent se heurter comme des lucioles attirées par la lumière. À voir absolument. **Jean-Marc Bourquin**



L'Anticapitaliste | Libre expression

SANTÉ « La lutte des hôpitaux et la manif du 23 ouvrent une perspective pour une convergence des luttes »



DR

Entretien. Odile André, infirmière, est membre de SUD Santé Sociaux et Wilfrid Davoult, infirmier, milite à la CGT Santé Action Sociale. Tous les deux sont investis dans la lutte emblématique de l'hôpital psychiatrique de Caen, à l'origine de la Convergence des luttes contre l'Hôstérité et de la manifestation du mardi 23 septembre à Paris. Nous les avons rencontrés à leur retour de cette manifestation.

La première réunion de la Convergence des hôpitaux en lutte s'est tenue à Caen. Ce n'est pas par hasard?

Odile: Non, ce n'est pas par hasard. À l'EPSM de Caen, nous sommes en lutte depuis 2013 contre un « plan de redressement », rebaptisé « plan de modernisation », visant notamment à enlever 5 RTT, soit 20 emplois. À un moment donné de cette lutte, début 2014, on s'est dit qu'il fallait sortir du « vase clos » de notre hôpital, puisque tous les hôpitaux sont soumis aux mêmes restrictions budgétaires, avec les mêmes conséquences sur les personnels. L'idée s'est imposée qu'il fallait construire une convergence des luttes, et c'est pour cela qu'on a appelé à une assemblée générale nationale le 4 avril à Caen.

Dans votre établissement, comment s'est passée cette résistance?

Wilfrid: La première étape, cela a été la lettre du directeur qui annonce la suppression des jours de RTT et des postes. Ensuite, tout s'est enchaîné : AG avec participation record, création d'une intersyndicale. Lors de cette AG, a émergé l'exigence de faire le point sur la situation réelle de l'hôpital avant quelque plan que ce soit, d'expertiser le « déficit » que la direction met en avant pour justifier son plan. Mais, après plusieurs réunions syndicats-médecins-direction, la direction nous a ressorti un plan... encore pire.

Odile: C'est à ce moment, en décembre 2013, qu'en bloquant les instances, nous avons empêché une deuxième fois la direction de faire avaliser son plan.

La direction étant mise en échec à plusieurs reprises, elle a fait appel au juge administratif, mais avec quelle efficacité?

Wilfrid: Elle a d'abord fait appel aux huissiers, puis à la police, qui est même rentrée dans l'établissement. Une première ! Ensuite, la direction nous a traînés devant le

tribunal administratif, au motif que nous empêchions la réunion des instances. Le juge a interdit tout rassemblement à proximité des lieux de réunion des instances et tout appel à entraver leur tenue ! Malgré cela, le personnel a empêché à nouveau leur réunion en juin ! Troisième échec de la direction. Ensuite, en septembre, c'est à l'Agence régionale de santé (ARS) que la direction a convoqué le Comité technique d'établissement (CTE), avec des policiers comme comité d'accueil (voir *L'Anticapitaliste* n°257).

C'est cela qui a déclenché un mouvement de grève de dix jours ?

Odile: La grève a commencé le jour même de la convocation du CTE à l'ARS. Nous avons mis en place le filtrage des admissions pour durcir la lutte. Nous mettons en avant la demande du CHSCT d'une expertise externe du plan de la direction sur les conditions de travail et la santé des personnels.

Wilfrid: D'un côté, nous demandons à la direction de retirer son plan et de reprendre les discussions plus tard, et de l'autre nous cherchons des interlocuteurs, sachant que le président du Conseil de surveillance a démissionné, que le directeur campe sur ses positions et que du côté de l'ARS, c'est silence radio...

Pendant la grève, vous avez prononcé la destitution symbolique de la direction...

Wilfrid: Pendant toute la grève, les personnels en lutte ont géré l'établissement. Les entrées étaient gérées par le piquet de grève. Les assemblées générales étaient quotidiennes et les décisions ont toutes fait l'objet d'un vote. Le mardi 16 septembre, nouveau CTE à l'ARS, toute la direction est absente de l'établissement... L'hôpital était à nous, et le personnel a donc décidé de s'emparer des locaux de la direction. Le slogan du jour, « le service public, c'est nous » ! Dans les AG, sur le piquet

de grève, on a discuté de ce qu'on fait de l'argent public, on dépasse les frontières de l'hôpital... Dans la lutte, les personnels ont la parole et se réapproprient le débat politique.

Revenons à la construction de la Convergence. Concrètement, comment se construit une coordination d'établissements en lutte ?

Odile: [Rires] On ne savait pas trop, on s'est lancé... C'est un pari, qu'on a gagné puisque la Convergence existe ! On a commencé par contacter les établissements en lutte. Très vite, on a créé une page Facebook qui a permis des échanges rendant compte de ce qui se passait ici et là. Au passage, il faut bien dire que la lutte des hôpitaux n'est pas très reprise dans la presse dominante. Nous avons eu un écho dans les médias lorsque nous avons mené des actions perturbant les jeux équestres mondiaux. D'où l'importance de la prise en charge de la circulation de l'information.

Vous avez bâti une structure permanente ?

Odile: Lors de la première assemblée générale à Caen, les 47 hôpitaux présents voulaient rester en liaison. La deuxième, à Nanterre, a appelé à une manifestation nationale à Caen pour marquer sa solidarité avec les équipes syndicales de l'EPSM attaquées par la direction devant le juge administratif. À l'issue de cette manifestation très dynamique, qui a réuni 600 personnes en pleine grève des cheminots, une troisième assemblée générale s'est tenue, et un comité de liaison a été mis en place pour préparer les initiatives suivantes, dont la manifestation du 23 septembre. À l'occasion de cette journée de mobilisation en juin, nous avons tenté de rassembler les hospitaliers, les cheminots en grève et les intermittents du spectacle.

Après la manifestation du 23 septembre, comment voyez-vous la suite, quelles décisions a prise

l'assemblée générale qui a suivi la manifestation ?

Wilfrid: Cette manifestation a été un succès avec trois fois plus de manifestants qu'en juin à Caen. Nous avons été reçus au ministère qui nous a renvoyés à nos directions locales, alors que le budget des hôpitaux dépend bien sûr de choix nationaux ! Les décisions de l'AG qui a suivi, où étaient représentés plus de 80 hôpitaux, sont d'étendre la Convergence, de l'ancrer dans les régions. Il est proposé une action forte vers la Fédération hospitalière de France, notre Medef à nous ; une participation au 16 octobre appelé par la confédération CGT, pour la défense de la santé et de la Sécurité sociale ; puis une nouvelle manif à l'appel de la Convergence. Enfin, la Convergence écrira un texte à destination de la population, avec les associations d'usagers des services de soins.

Odile: Il faut préciser que le 16 octobre est appelé par la CGT, sans discussion avec les autres syndicats, et que cela engendre des réticences pour en être partie prenante. La participation au 16 sera celle de la Convergence en tant que telle.

À votre avis, quel écho a votre lutte dans d'autres secteurs ?

Wilfrid: Pour l'extérieur de l'EPSM, notre lutte peut être perçue comme une sorte de « modèle ». Comment résister et construire un rapport de forces ? Nous, on essaye, même si la « contamination » interprofessionnelle est compliquée...

Odile: Ce qui est fait à Caen est reproduit dans d'autres hôpitaux. Avec le Pacte de responsabilité, chacun a intérêt à se battre « tous ensemble ». La lutte des hôpitaux et la manif du 23 ouvrent une perspective pour une convergence des luttes contre les politiques d'austérité imposées par ce gouvernement comme par le précédent.

Propos recueillis par Michel Moisan

Vu ailleurs

FUSILLÉS POUR L'EXEMPLE. Quelques 918 militaires français ont été fusillés pour l'exemple pendant la « Grande guerre ».

La grande majorité n'a pas été exécutée pendant les mutineries de 1917, mais pendant la première année du conflit, de septembre 1914 à octobre 1915, 918 fusillés pour l'exemple : cela peut sembler statistiquement dérisoire par rapport aux 1,3 million de soldats « morts pour la France ». Mais cette pratique de l'état-major fait peser sur la troupe une menace permanente, quand bien même le recours aux exécutions capitales n'a jamais été systématique. Facilitée par le rétablissement des Conseils de guerre entre 1914 et 1916, la peine de mort est froidement réglemantée par un décret de 1909. Une réglementation qui précise même les modalités du coup de grâce, administré « avec un revolver dont le canon est placé juste au-dessus de l'oreille et à cinq centimètres du crâne ».

Un siècle plus tard, les fusillés pour l'exemple continuent de hanter l'imaginaire littéraire et cinématographique. Leur réhabilitation fait toujours débat, montrant une continuité de fait entre l'institution militaire capable de fusiller ses soldats et une République qui se refuse à en désavouer les actes. Durant l'entre-deux-guerres, quelque 40 soldats ont bien été réhabilités, au cas par cas. En juin dernier, une proposition de loi sur le sujet, portée par le groupe communiste, a été repoussée, malgré le soutien du groupe écologiste. [...]

Parmi les belligérants où une estimation globale est possible, seule l'armée italienne s'est montrée aussi cruelle que l'armée française. [...] La question de l'incompétence des officiers supérieurs entre aussi en ligne de compte. [...] Patrick Cabouat, dans son documentaire *Fusillés pour l'exemple*, le fait ainsi remarquer : « Dans toutes les armées alliées, on constate une corrélation systématique entre les échecs du commandement et l'augmentation du nombre d'exécutés pour l'exemple. » Devant la médiocrité éclatante de l'encadrement français dans la Bataille des Frontières, les limogeages s'accroissent de l'abandon total de toute autorité civile sur la justice militaire. Ainsi que l'écrit le ministre de la Guerre à son chef d'état-major : « Vous voulez la victoire ? Prenez-en les moyens rapides, brutaux, énergiques et décisifs. »

« Pourquoi la France est-elle le pays qui a le plus fusillé « pour l'exemple » pendant la Grande guerre ? » par Olivier Favier, *Bastamag*, lundi 29 septembre 2014

S'abonner à l'Anticapitaliste

l'hebdomadaire du NPA - www.npa2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
	Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
			<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org